



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA HAUTE-MARNE

ANNÉE 2023 – Numéro 42 du 22 juin 2023

SOMMAIRE

PRÉFECTURE DE LA MEUSE -PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE.....p.4

Arrêté interpréfectoral n°52-2023-06-00199 du 21 juin 2023 portant adhésion de la Commune de Saint-Dizier au Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52 transfert de la compétence « installation et exploitation des bornes de recharge des véhicules électriques » et actualisation des statuts

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

Bureau de la Réglementation Générale, des Associations et des Élections.....p.42

Arrêté n°52-2023-06-00188 du 21 juin 2023 portant convocation des conseils municipaux des communes de SAINT-VALLIER-SUR-MARNE et de CHARMES-EN-L'ANGLE afin de procéder à une nouvelle désignation de leurs délégués et suppléants en vue de l'élection des sénateurs du département de la Haute-Marne

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES (DDT).....p.45

Avenant n°1 du 11 mai 2023 – Convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) de la communauté de communes Auberive Vingeanne Montsaigeonnais

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service sécurité sanitaire de l'alimentation.....p.54

Arrêté n°52-2023-06-00201 du 22 juin 2023 délivrant autorisation à l'abattoir de Chaumont à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux lors de l'abattage rituel pour la fête de l'Aïd-al-Adha

Arrêté n°52-2023-06-00202 du 22 juin 2023 portant limitation de mouvements d'animaux à l'occasion de la fête de l'Aïd-al-Adha

ETABLISSEMENTS PUBLICS HOSPITALIERS DU SUD HAUTE-MARNE.....p.58

Décision n°2023/10 du 15 juin 2023 portant délégation de signature à Monsieur Mounir SAADI, Directeur Adjoint, chargé des fonctions supports, ordonnateur suppléant pour les centres hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne-les-Bains

GROUPEMENT DE COOPÉRATION SANITAIRE-PÔLE LOGISTIQUE SUD HAUT-MARNAIS.....p.60

Décision PLSHM n°2023-11 du 15 juin 2023 portant délégation de signature à Monsieur Mounir SAADI, Directeur Adjoint, chargé des fonctions supports, ordonnateur suppléant pour les centres hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne-les Bains et le GCS Pôle logistique Sud Haut-Marnais

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
MAISON D'ARRÊT DE CHAUMONT.....p.62**

Arrêté modificatif du 1^{er} juin 2023 portant délégation de signature



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BUREAU DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ

ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL N° 52-2023-06-00199 DU 21 JUIN 2023

portant adhésion de la Commune de Saint-Dizier
au Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52
transfert de la compétence « installation et exploitation
des bornes de recharge des véhicules électriques »
et actualisation des statuts

La Préfète de la Haute-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de la Meuse
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L5211-18, L5211-20 et L5711-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2724 du 13 novembre 2015 modifié portant création du Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52 (SDED 52) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-1331 du 7 juin 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2022-09-00021 du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à M. Maxence DEN HEIJER, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

VU la délibération du 15 décembre 2022 du conseil municipal de Saint-Dizier sollicitant son adhésion au SDED52 ainsi que le transfert de la compétence installation et exploitation des bornes de recharge des véhicules électriques au syndicat ;

VU la délibération du 2 février 2023 du comité syndical du SDED 52, notifiée à ses membres le 2 mars 2023, acceptant l'adhésion de la commune de Saint-Dizier au syndicat et actualisant les statuts ;

VU les délibérations des membres du SDED 52 sur la demande d'adhésion de la commune de Saint-Dizier au syndicat et sur les modifications statutaires proposées ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée requises par le code général des collectivités territoriales sont remplies ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTENT :

Article 1 : Il est procédé à l'adhésion au Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52 de la commune de Saint-Dizier et au transfert de la compétence « installation et exploitation des bornes de recharge des véhicules électriques ».

Article 2 : Les nouveaux statuts du Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52, sont annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Article 4 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Haute-Marne et de la Meuse, les Directeurs Départementaux des Finances Publiques de la Haute-Marne et de la Meuse, le Président du SDED 52 et le Maire de Saint-Dizier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera transmise, ainsi qu'aux Directeurs Départementaux des Territoires et qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne et de la Meuse.

Chaumont, le 21 JUIN 2023

Bar le Duc, le 16 JUIN 2023

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la Préfecture,

Maxence DENHEUER

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la Préfecture,

Christian ROBBE-GRILLET

Statuts du SDED 52

| | |
|---|-----------|
| Chapitre 1. DISPOSITIONS GENERALES | 2 |
| Article 1. Constitution..... | 2 |
| Article 2. Composition et périmètre..... | 2 |
| Article 3. Siège :..... | 2 |
| Article 4. Durée :..... | 2 |
| Chapitre 2. OBJET DU SYNDICAT | 2 |
| Article 5. Objet..... | 2 |
| Chapitre 3. BLOC DES COMPETENCES ENERGIE: | 2 |
| Article 6. Compétence optionnelle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité :2 | |
| Article 7. Compétence optionnelle au titre du gaz :..... | 3 |
| Article 8. Compétence optionnelle au titre de l'éclairage public :..... | 4 |
| Article 9. Compétence optionnelle Technologie de l'information et de la communication (TIC) : 4 | |
| Article 10. Compétence optionnelle installation et exploitation des bornes de recharge de véhicules électriques :..... | 4 |
| Chapitre 4. BLOC DES COMPETENCES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES : | 5 |
| Article 11. Compétence optionnelle au titre du traitement :..... | 5 |
| Article 12. Compétence optionnelle au titre de la collecte :..... | 5 |
| Chapitre 5. SERVICES COMPLEMENTAIRES ET ACCESSOIRES AUX COMPETENCES : | 6 |
| Article 13. Communications électroniques..... | 6 |
| Article 14. Le Syndicat peut également être coordonnateur de commandes publiques se rattachant à son objet, dans le cadre de la loi MOP. | 6 |
| Article 15. Dans le cadre des dispositions prévues notamment par l'article L 2224-32 du CGCT, le syndicat peut :..... | 6 |
| Chapitre 6. ADHESION, RETRAIT ET TRANSFERT DE COMPETENCE | 6 |
| Article 16. Adhésion au syndicat..... | 6 |
| Article 17. Modalités de retrait du syndicat..... | 7 |
| Article 18. Modalités de transfert d'une compétence :..... | 7 |
| Article 19. Modalités de reprise d'une compétence :..... | 7 |
| 19.1. Conséquences financières et patrimoniales des reprises de compétence :..... | 7 |
| Article 20. Affectation et propriété des ouvrages..... | 7 |
| Chapitre 7. ADMINISTRATION DU SYNDICAT | 8 |
| Article 21. Le comité syndical, organe délibérant du syndicat..... | 8 |
| 21.1. Composition et désignation des délégués..... | 8 |
| 21.2. Fonctionnement du comité syndical :..... | 9 |
| Article 22. Le bureau :..... | 9 |
| Article 23. Le règlement intérieur :..... | 10 |
| Chapitre 8. DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES | 10 |
| Article 24. Le budget..... | 10 |
| 24.1. Dépenses..... | 10 |
| 24.2. Recettes :..... | 10 |
| Article 25. Comptabilité et comptable public :..... | 11 |
| Chapitre 9. AUTRES DISPOSITIONS : | 11 |

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
en date du

n° 52-2023-06-00199

21 juin 2023

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la Préfecture,

Maxence DEN HEUER

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la Préfecture,

Christian ROBBE GRILLET

Chapitre 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Constitution

En application des articles L 5212-27, L5711-1 et L5212-16 du CGCT il est constitué un syndicat mixte à la carte issu de la fusion du Syndicat Départemental d'Energie de Haute-Marne et du Syndicat Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers de la Haute-Marne, dénommé Syndicat Départemental d'Energie et des Déchets 52 (SDED52), désigné ci-après par le « syndicat ».

Article 2. Composition et périmètre

Le syndicat est composé des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes qui figurent à *l'annexe 1*.

Le périmètre du syndicat est celui de l'ensemble des territoires de ses membres.

Article 3. Siège :

Le siège du syndicat est fixé 40 bis avenue du Maréchal Foch à CHAUMONT (52000).

Article 4. Durée :

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Chapitre 2. OBJET DU SYNDICAT

Article 5. Objet

Le syndicat exerce, aux lieux et place des membres qui en font la demande, les compétences optionnelles ci-après. Il exerce par ailleurs les services complémentaires, tels que définis dans le chapitre 5 des présents statuts.

Chapitre 3. BLOC DES COMPETENCES ENERGIE:

Article 6. Compétence optionnelle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité :

En sa qualité d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes à la création, à l'extension, au renouvellement et à l'exploitation des réseaux de distribution d'électricité, ainsi qu'à la production et à la fourniture d'électricité, le Syndicat exerce au lieu et place des communes la compétence mentionnée à l'article L2224-31 du CGCT et traduite par les activités suivantes :

- Passation, avec les entreprises délégataires, de tous les actes relatifs à la délégation de service public de distribution de l'électricité ou, le cas échéant exploitation du service en régie,
- Représentation et défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les exploitants,
- Contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle du réseau public de distribution d'électricité tel que le prévoit notamment l'article L2224-31 du CGCT,

- Dans le cadre de l'article L2224-35 du CGCT, maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et de lignes terminales existantes et maîtrise d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil en complément de la tranchée commune,
- Dans le cadre de l'article L2224-36 du CGCT, maîtrise d'ouvrage et entretien d'infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques, incluant les fourreaux et les chambres de tirage,
- Maîtrise d'ouvrage des travaux des réseaux publics de distribution d'électricité et des installations de production d'électricité de proximité, et exploitation de ces installations,
- Réalisation ou interventions pour faire réaliser des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie de réseau des consommateurs finals desservis en basse tension, selon les dispositions prévues à l'article L2224-34 du CGCT,
- Représentation des personnes morales membres dans tous les cas où les lois et les règlements en vigueur prévalent que celles-ci doivent être représentées ou consultées,
- Exercice de missions de conciliation en vue du règlement de différends relatifs à la fourniture d'électricité de secours. Application le cas échéant, des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique.

Le syndicat est propriétaire de l'ensemble des ouvrages du réseau public de distribution d'électricité situés sur son territoire dont il a été maître d'ouvrage ou qui lui ont été transférés, des biens de retour des gestions déléguées, ainsi que des ouvrages d'extension du réseau de distribution public d'électricité remis en toute propriété à l'autorité concédante par les constructeurs, lotisseurs et autres aménageurs.

Les ouvrages construits sous la maîtrise d'ouvrage des membres sont mis à la disposition du syndicat pour l'exercice de sa compétence d'autorité organisatrice de service public de distribution d'énergie.

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence distribution publique d'électricité est en annexe 2 des présents statuts.

Article 7. Compétence optionnelle au titre du gaz :

Le Syndicat peut exercer, la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation des réseaux de distribution publique de gaz, ainsi qu'à la fourniture de gaz, et notamment :

- passation, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation de missions de service public afférentes à l'acheminement du gaz sur le réseau public de distribution, ainsi qu'à la fourniture de gaz ou, le cas échéant, l'exploitation en régie de tout ou partie de ces services,
- représentation des intérêts des usagers dans leurs relations avec les fournisseurs et les entreprises délégataires,
- contrôle du bon accomplissement des missions de service public et contrôle du réseau public de distribution de gaz,
- exercice de missions de conciliation des intérêts des usagers dans leurs relations avec les exploitants
- maîtrise d'ouvrage, soit dévolue aux entreprises délégataires, soit exercée en direct en tant qu'opérateur de réseau, d'investissements sur le réseau public de distribution de gaz,
- réalisation dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires, directement par le syndicat ou par l'intermédiaire d'un délégataire, des actions tendant à maîtriser la demande de gaz,

- représentation des membres dans les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que ceux-ci doivent être représentés ou consultés,
- organisation des services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du Syndicat ou de ses membres de toutes questions concernant le gaz.

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence gaz est en annexe 2 des présents statuts.

Article 8. Compétence optionnelle au titre de l'éclairage public :

Le Syndicat exerce pour les membres qui en font la demande la compétence relative au développement, au renouvellement et à l'exploitation de leurs installations et réseaux d'éclairage public, comportant notamment :

- la maîtrise d'ouvrage des renouvellements d'installation et des installations nouvelles,
- la maintenance préventive et curative de ces installations,
- la passation et l'exécution des contrats d'accès au réseau de distribution d'électricité et de fourniture d'énergie électrique, et, généralement, tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.

Le syndicat est propriétaire de l'ensemble des ouvrages dont il a été maître d'ouvrage. Les ouvrages construits antérieurement au transfert de compétence par les membres, lui sont mis à disposition.

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence éclairage public est en annexe 2 des présents statuts.

Article 9. Compétence optionnelle Technologie de l'information et de la communication (TIC) :

Le syndicat contribue au développement, chez ses membres, des technologies de l'information et de la communication. A ce titre, il procède aux études, aux acquisitions et à la maintenance de l'informatique des services administratifs et techniques des collectivités et établissements publics, dans le domaine de la gestion, de l'aide à la décision, des systèmes d'information, de l'information géographique, de la cartographie et de la communication.

Le syndicat finance la compétence par le prélèvement d'une cotisation qui est fonction du service rendu et dont le montant est fixé annuellement par le comité syndical.

Le syndicat peut faire office de centrale d'achat

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence TIC est en annexe 2 des présents statuts.

Article 10. Compétence optionnelle installation et exploitation des bornes de recharge de véhicules électriques :

Le syndicat exerce, en lieu et place des adhérents qui en font la demande, la compétence prévue à l'article L. 22224-37 du CGCT pour la mise en place et l'organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence installation et exploitation des bornes de recharge de véhicules électriques est en annexe 2 des présents statuts

Chapitre 4. BLOC DES COMPETENCES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES :

Article 11. Compétence optionnelle au titre du traitement :

Le syndicat organise le traitement des déchets ménagers assimilés en application de l'article L. 2224-13 du CGCT et conformément au Plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PRPGDND).

A ce titre, le syndicat réalise ou fait réaliser les études nécessaires, il réalise ou fait réaliser, exploite ou fait exploiter les ouvrages prévus dans le PRPGDND et le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) et implantés sur son territoire et concourant à l'exercice de la compétence « traitement ».

Ses compétences s'exercent sur :

- les déchetteries inscrites au schéma du réseau départemental des déchetteries
- les centres de tri
- les postes de transfert
- les transports depuis les postes de transfert jusqu'aux installations de traitement
- le transfert aux verriers du verre collecté en points d'apport volontaires
- le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés
- la communication relative au traitement
- les filières de traitement appropriées à chaque type de déchets.

Au titre du traitement, le syndicat assure également la gestion des centres d'enfouissement techniques (CET) de Sarcicourt et de Montlandon.

En outre, il mène en liaison avec ses membres des actions de coordination, d'études et de communication afin d'assurer la cohérence du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés. Il réalise ou fait réaliser les études ou travaux propres à garantir, à lui ou à ses adhérents, la pertinence de ses ou de leurs actions, la continuité et la qualité du service et, plus généralement, l'inscription du système départemental dans une politique de développement durable. Il exploite ou fait exploiter les ouvrages éventuellement réalisés dans ce cadre.

Le syndicat exerce la compétence au titre des déchets ménagers en régie ou peut les confier en tout ou partie à un tiers par la conclusion de contrats.

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence traitement des déchets ménagers est en annexe 3 des présents statuts.

Article 12. Compétence optionnelle au titre de la collecte :

Le syndicat peut assurer, en lieu et place de ses membres qui en feront la demande, par délibération de leur assemblée délibérante, la compétence « collecte » qui recouvre :

- la collecte traditionnelle des ordures ménagères et déchets assimilés au porte à porte ou en apport volontaire à des points de regroupement,
- les collectes sélectives des déchets ménagers et assimilés (apport volontaire et/ou porte à porte)
- la communication relative à la collecte

La compétence collecte ne peut pas être transférée seule et doit forcément être couplée avec la compétence traitement de l'article 10.

Le périmètre des membres ayant transféré la compétence collecte des déchets ménagers est en annexe 3 des présents statuts.

Chapitre 5. SERVICES COMPLEMENTAIRES ET ACCESSOIRES AUX COMPETENCES :

Article 13. Communications électroniques

Dans le cadre des dispositions de l'article L1425-1 du CGCT, le syndicat exerce sur le territoire des membres, la mission relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques comprenant selon le cas :

- l'acquisition des droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques,
- l'acquisition des infrastructures ou réseaux existants,
- la mise en place des infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants
- l'offre de services de communications électroniques aux utilisateurs finaux.

Article 14. Le Syndicat peut également être coordonnateur de commandes publiques se rattachant à son objet, dans le cadre de la loi MOP.

Article 15. Dans le cadre des dispositions prévues notamment par l'article L 2224-32 du CGCT, le syndicat peut :

- aménager et exploiter toute nouvelle installation de production d'électricité :
 - o utilisant les énergies renouvelables
 - o de valorisation énergétique des déchets ménagers ou assimilés
 - o de cogénération ou de récupération d'énergie provenant d'installations visant l'alimentation d'un réseau de chaleur, visant à la propre utilisation du producteur.
- vendre de l'électricité produite à des clients éligibles et à des fournisseurs d'électricité.

Le syndicat peut, conformément à la législation en vigueur et dans les conditions fixées par son comité syndical, en lieu et place des membres qui en font la demande, négocier, passer et contrôler des contrats d'achat d'énergie.

Chapitre 6. ADHESION, RETRAIT ET TRANSFERT DE COMPETENCE

Article 16. Adhésion au syndicat

Dès lors qu'un organe délibérant demande son adhésion au syndicat, les membres du syndicat disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de demande d'adhésion pour se prononcer. L'accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants des membres du syndicat représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou par la moitié au moins des organes délibérants des membres représentant les deux tiers de la population totale. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Article 17. Modalités de retrait du syndicat

Dès lors qu'un organe délibérant demande son retrait du syndicat, les membres du syndicat disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de demande de retrait pour se prononcer. L'accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants des membres du syndicat représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou à la majorité au moins des organes délibérants des membres représentant les deux tiers de la population totale. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée défavorable.

Article 18. Modalités de transfert d'une compétence :

Le transfert au syndicat des compétences se fait par simple délibération de l'organe délibérant du membre adhérent.
La délibération est notifiée au président du syndicat qui en informe l'exécutif de chacun de ses membres par voie électronique ou par voie postale.
Le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération précitée est devenue exécutoire.

Les délibérations de transfert de compétences prises par les membres avant la date de fusion entraînent de facto l'adhésion des membres aux dites compétences du présent syndicat.

Article 19. Modalités de reprise d'une compétence :

La reprise de compétence ne peut intervenir avant un délai de 5 ans, sur délibération de l'organe délibérant du membre du syndicat qui souhaite ce retrait. Ce retrait est subordonné à l'accord du comité syndical.

La reprise prend effet au 1er jour de l'année suivant la date exécutoire de la délibération du comité syndical actant la reprise de compétence.

Concernant la reprise de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité visée à l'article 6, celle-ci ne pourra en outre intervenir qu'après le terme normal des contrats ou conventions de concession passés avec les entreprises chargées de l'exploitation du service et sous réserve que la délibération du membre portant reprise de compétence soit notifiée au Président au moins un an avant la date normale de fin de ces contrats ou conventions de concession.

19.1. Conséquences financières et patrimoniales des reprises de compétence :

Les biens mis à la disposition du syndicat reviennent automatiquement au membre qui reprend la compétence.

Les équipements réalisés par le syndicat, intéressant la compétence reprise, servant à un usage public et situés sur le territoire de la personne morale reprenant la compétence deviennent la propriété de celle-ci à la condition que ces équipements soient principalement destinés à ses habitants ; la personne morale se substitue au syndicat dans les éventuels contrats souscrits par celui-ci, notamment de gestion déléguée.

Le membre reprenant une compétence au syndicat continue à participer au service de la dette pour les emprunts contractés par celui-ci et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l'avait transférée à cet établissement, jusqu'à l'amortissement complet des dits emprunts.

Le comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget.

Article 20. Affectation et propriété des ouvrages

Le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de la compétence. Ceux-ci sont affectés au syndicat à la date du transfert de la compétence.

Le syndicat se substitue de plein droit à ses membres dans les droits et obligations qu'ils détiennent du fait des contrats en cours et portant sur les compétences transférées au syndicat.

Chapitre 7. ADMINISTRATION DU SYNDICAT

Article 21. Le comité syndical, organe délibérant du syndicat.

21.1. Composition et désignation des délégués

Le comité syndical est composé d'un nombre égal de voix pour le bloc énergie et le bloc déchets.

Chaque délégué siégeant au titre du bloc énergie dispose d'une voix, tant pour les sujets d'ordre général que pour ceux relatifs au bloc énergie. La répartition des voix pour le bloc déchets est fixé en annexe 6.

Un délégué peut siéger au titre des deux blocs de compétence.

Les règles de quorum s'apprécient en fonction du nombre total de voix dont disposent les délégués assistant à la séance.

La désignation des délégués tient compte de deux situations distinctes pour le mode de scrutin :

Pour le bloc de compétences énergie, l'élection des délégués au comité syndical a lieu au scrutin indirect :

Les commissions locales sont définies en annexes 4 et 5.

Les communes et les intercommunalités adhérentes élisent dans un premier temps leurs délégués pour siéger à des commissions locales, tenant lieu de collèges électoraux, selon la répartition suivante :

Pour les communes :

- 1 délégué par commune de 1 à 499 habitants
- 2 délégués par commune de 500 à 999 habitants
- 3 délégués par commune de 1 000 à 4 999 habitants
- 4 délégués par commune de 5 000 à 9 999 habitants
- 5 délégués au-delà de 10 000 habitants

Pour les intercommunalités adhérentes :

- 1 délégué par intercommunalité

Les intercommunalités sont rattachées à la commission locale où se trouve le siège de l'intercommunalité.

Ces délégués élisent ensuite au sein de leur commission locale des délégués titulaires, appelés à siéger au comité syndical du SDED 52.

Le nombre de ces délégués titulaires est fixé en prenant en compte la population des communes de chaque commission locale, selon la répartition suivante :

- 3 délégués par commission de moins de 5 000 habitants
- 4 délégués par commission de 5 000 à 9 999 habitants
- 5 délégués par commission de 10 000 à 19 999 habitants
- 6 délégués par commission de 20 000 habitants à 24 999 habitants
- 7 délégués par commission de + 25 000 habitants

Auxquels s'ajoutent :

- 1 délégué par regroupement de 1 à 20 adhérents
- 2 délégués par regroupement de 21 à 40 adhérents
- 4 délégués par regroupement de 41 à 60 adhérents
- 5 délégués par regroupement à partir de 61 adhérents

Les commissions locales élisent au comité syndical du syndicat autant de suppléants que de titulaires.

Dispositions particulières pour la désignation des délégués du bloc énergie :

Lorsqu'un délégué doit être remplacé, c'est l'organe exécutif du membre d'origine de celui-ci qui pourvoit à son remplacement.

Entre deux renouvellements de conseils municipaux, le nombre de délégués attribués par rapport aux strates de population ne change pas, même si la variation de la population implique une modification de la strate de référence. Toute intercommunalité qui adhèrera au syndicat élira un délégué pour la représenter au sein de la commission locale à laquelle elle est rattachée.

Pour le bloc de compétences déchets, le scrutin est direct :

Le nombre de délégués est déterminé en veillant à ce que le nombre de voix du bloc déchets soit équivalent à celui du bloc énergie. Le nombre de voix est réparti entre les adhérents par rapport à leur population respective.

Le nombre de délégués et de voix est détaillé à l'annexe 6 des présents statuts.

Délégués suppléants des blocs déchets et énergie :

Des délégués suppléants sont désignés dans les mêmes conditions que les délégués titulaires et en même nombre. Ils sont appelés à siéger, avec voix délibérative, au comité syndical en cas d'empêchement d'un délégué titulaire appartenant à la même commission locale pour l'énergie ou à la même collectivité pour les déchets et dans la mesure où ceux-ci n'ont pas donné pouvoir à un autre titulaire du même bloc de compétences. Ils disposent du même nombre de voix que les titulaires qu'ils remplacent.

La population prise en compte est la population municipale, sans double compte, telle que donnée par le dernier recensement général publié par l'Insee au 1^{er} janvier de l'année des élections municipales.

21.2. Fonctionnement du comité syndical :

Conformément à l'article L 5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, tous les délégués prennent part au vote pour les décisions présentant un intérêt commun à tous les membres. Pour les décisions spécifiques aux compétences, chaque délégué participe aux opérations de vote pour les décisions relatives aux compétences qui ont été transférées par le membre qu'il représente.

Conformément au règlement intérieur, le comité syndical peut créer des comités de pilotage et des commissions thématiques.

Article 22. Le bureau :

Le comité désigne, parmi les délégués, un bureau composé d'un président, de vice-présidents et d'autres membres du comité syndical. Le nombre de vice-présidents et de membres est fixé par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Les membres du bureau, ainsi que les vice-présidents, sont élus paritairment entre le collège déchets et le collège énergie.

Article 23. Le règlement Intérieur :

Dans les 6 mois qui suivent l'approbation des statuts, le comité syndical adopte son règlement intérieur.

Pour le fonctionnement du comité syndical, les délégations d'attribution et le vote du budget, il est fait application des lois et de la réglementation en vigueur dont les principales dispositions sont reprises dans le règlement intérieur.

Chapitre 8. DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 24. Le budget

Le budget principal comprend les dépenses d'administration générale. Il peut être assorti d'un ou plusieurs budgets annexes sur décision expresse du comité syndical ou lorsque la législation l'exige.

24.1. Dépenses

Les dépenses sont constituées :

- Des frais généraux d'administration et de fonctionnement du syndicat
Les dépenses d'administration générale du syndicat sont réparties sur chacun des membres au prorata des populations municipales, sans double-compte, donnée par le dernier recensement officiel connu.
- Des dépenses résultant de son activité

24.2. Recettes :

Le budget du syndicat mixte comprend, conformément aux dispositions de l'article L. 5212-19 du CGCT :

- Le produit des emprunts
- Les produits des dons et legs
- Les subventions et participations de l'Union Européenne, du Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification (FACE), de l'Etat, de la région, du département et des communes et des établissements publics.
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du syndicat,
- La taxe sur la valeur ajoutée et le fonds de compensation de la T.V.A (F.C.T.V.A)
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale ou d'enlèvement des ordures ménagères se substituant aux contributions des membres et ceci sur le territoire des collectivités où le syndicat exerce la compétence collecte et traitement et dans la mesure où il y a institué ce mode de financement ;
- la taxe communale sur les consommations finales d'électricité perçue au titre de l'article L 5212-24 du CGCT. Celle-ci peut se substituer en tout ou partie à la contribution versée au titre de la compétence électricité conformément aux articles L5212-20 et L2331-3 du CGCT et notamment aux frais d'administration générale.
- Les versements effectués par les membres du syndicat dans le cadre du régime dérogatoire autorisant les EPCI à fiscalité propre dotés de l'intégralité de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et ayant transféré celle-ci au syndicat mixte, à percevoir la taxe ou la redevance préalablement instaurée par le syndicat mixte, en lieu et place de celui-ci.

- Des sommes dues par les entreprises délégataires en vertu des contrats de délégation de service public et de toute autre participation des délégataires aux études et aux travaux, qu'elles soient définies dans le contrat de concession ou liées à la pratique du syndicat.
- Les sommes perçues des personnes publiques ou privées, des associations, en échange des services assurés
- Les ressources liées au réseau de chaleur et à la production d'énergie
- Les recettes issues de la vente des matériaux (pour les déchets)
- Les recettes des éco-organismes
- toute autre ressource qui serait liée à l'activité du syndicat et attribuée par la loi.
- La contribution des membres est calculée par compétence transférée de la façon suivante :
 - Distribution d'énergie électrique : participation au coût des travaux selon les barèmes fixés par le comité syndical.
 - Distribution publique de gaz : cotisation par habitant et participations aux coûts des travaux selon les barèmes fixés par le comité syndical
 - Eclairage public : cotisation destinée à couvrir les frais de maintenance et participation aux coûts des travaux selon les barèmes fixés par le comité syndical.
 - TIC : cotisation selon le type de service assuré par le syndicat pour le membre, selon les barèmes fixés par le comité syndical.
 - IRVE : participation selon le règlement fixé par le comité syndical
 - Traitement des déchets ménagers : cotisation par habitant et coûts péréqués à la tonne traitée selon les barèmes fixés par le comité syndical.
 - Collecte des déchets : contribution selon le coût estimé de l'année en cours.
 - Gestion des GET : cotisation par habitant selon les barèmes fixés par le comité syndical. Seuls les adhérents du bloc « déchets » du centre et du sud du territoire contribuent.

La population prise en compte est la population municipale, sans double compte.

Article 25. Comptabilité et comptable public :

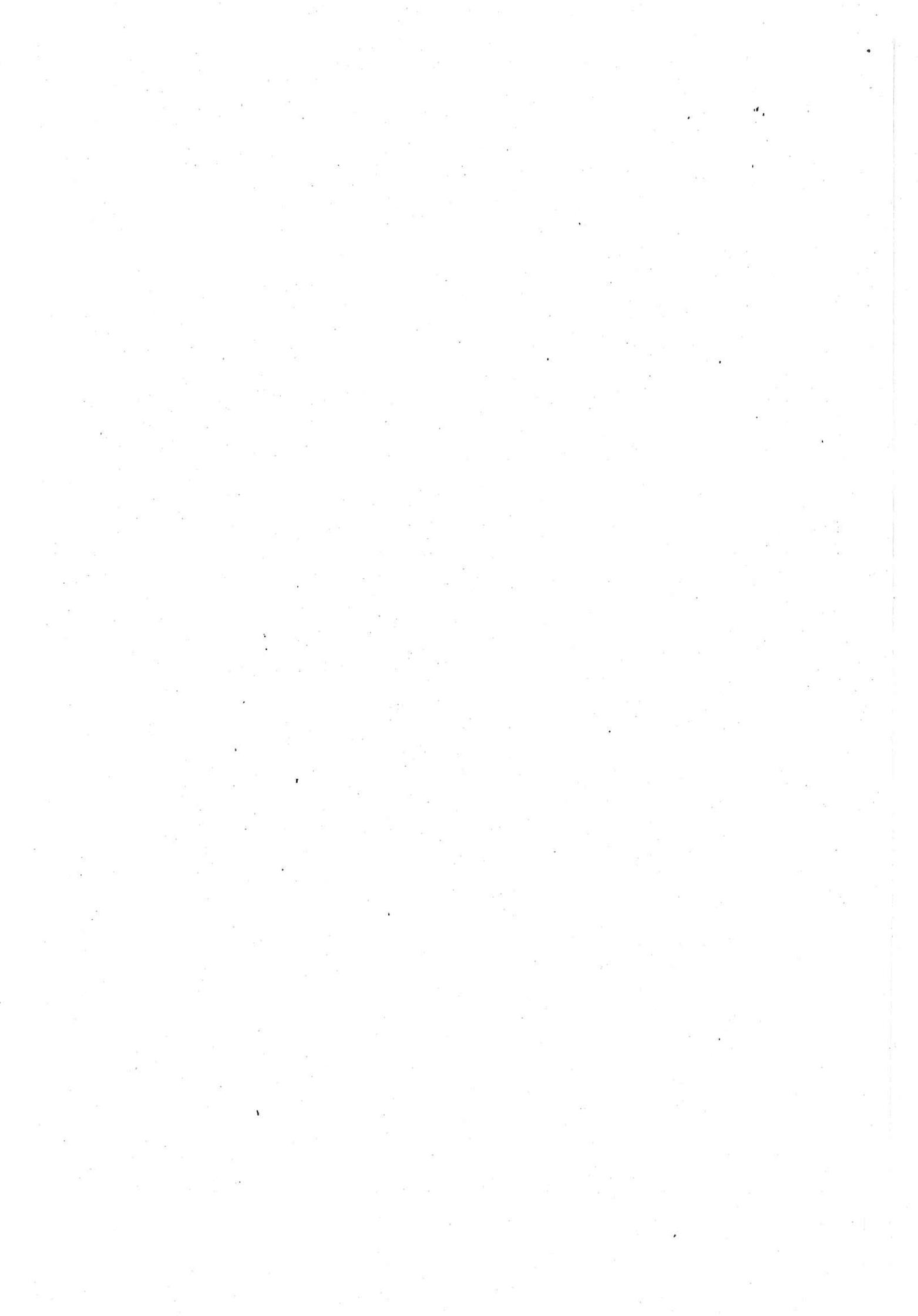
La comptabilité du syndicat est établie selon la nomenclature M14

Le comptable du syndicat mixte sera désigné par arrêté préfectoral; sur proposition du Trésorier Payeur Général.

Chapitre 9. AUTRES DISPOSITIONS :

L'adhésion du syndicat à un autre établissement public est décidée par le comité syndical à la majorité simple.

Pour toute autre disposition non prévue aux présents statuts ou au règlement intérieur, il est fait application des dispositions du CGCT



Annexe 1 aux statuts - Liste des membres

Ageville
Aigremont
Aillianville
Aingoulaincourt
Aizanville
Allichamps
Ambonville
Andelot-Blancheville
Andilly-en-Bassigny
Annéville-la-Prairie
Annonville
Anrosey
Aprey
Arbigny-sous-Varennes
Arbot
Arc-en-Barrois
Arnancourt
Attancourt
Aubepierre-sur-Aube
Auberive
Audeloncourt
Aujeurres
Aulnoy-sur-Aube
Autigny-le-Grand
Autigny-le-Petit
Autreville-sur-la-Renne
Avrecourt
Bailly-aux-Forges
Baissey
Bannes
Bassoncourt
Baudrecourt
Bayard-sur-Marne
Bay-sur-Aube
Beauchemin
Belmont
Bettancourt-la-Ferrée
Biesles
Bize
Blaisy
Blécourt
Blessonville
Blumeray
Bologne
Bonnecourt
Bourbonné-les-Bains
Bourdons-sur-Rognon
Bourg
Bourg-Sainte-Marie
Bourmont entre Meuse et Mouzon
Bouzancourt
Brachay

Brainville-sur-Meuse
Braux-le-Châtel
Brennes
Brethenay
Breuvannes-en-Bassigny
Briaucourt
Bricon
Brousseval
Bugnières
Busson
Buxières-lès-Clefmont
Buxières-lès-Villiers
Ceffonds
Celles-en-Bassigny
Celsoy
Cerisières
Chalancey
Chalindrey
Chalvraines
Chamarandes-Choignes
Chambroncourt
Chamouilley
Champigneulles-en-Bassigny
Champigny-lès-Langres
Champigny-sous-Varennes
Champsevraine
Chancenay
Changey
Chanoy
Chantraines
Charmes
Charmes-en-l'Angle
Charmes-la-Grande
Chassigny
Châteauvillain
Chatenay-Mâcheron
Chatenay-Vaudin
Chatonrupt-Sommermont
Chaudenay
Chauffourt
Chaumont
Chaumont-la-Ville
Chevillon
Chézeaux
Choilley-Dardenay
Choiseul
Cirey-lès-Mareilles
Cirey-sur-Blaise
Cirfontaines-en-Azois
Cirfontaines-en-Ornois
Clefmont
Clinchamp
Cohons

Coiffy-le-Bas
Coiffy-le-Haut
Colmier-le-Bas
Colmier-le-Haut
Colombey-les-Deux-églises
Condes
Consigny
Coublanc
Coupray
Courcelles-en-Montagne
Courcelles-sur-Blaise
Cour-l'évêque
Culmont
Curel
Curmont
Cusey
Cuves
Daillancourt
Daillecourt
Dammartin-sur-Meuse
Dampierre
Damrémont
Dancevoir
Darmannes
Dinteville
Domblain
Dommarien
Dommartin-le-Franc
Dommartin-le-Saint-Père
Domremy-Landéville
Doncourt-sur-Meuse
Donjeux
Doulaincourt-Saucourt
Doulevant-le-Château
Doulevant-le-Petit
Echenay
Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière
Ecot-la-Combe
Effincourt
Enfonvelle
Epizon
Ésnouveaux
Euffigneix
Eurville-Bienville
Farincourt
Faverolles
Fayl-Billot
Fays
Ferrière-et-Lafolie
Flagey
Flammerécourt
Fontaines-sur-Marne
Forcey

Foulain
Frampas
Frécourt
Fresnes-sur-Apance
Froncles
Fronville
Genevrières
Germaines
Germainvilliers
Germay
Germisay
Giey-sur-Aujon
Gillancourt
Gillaumé
Gilley
Graffigny-Chemin
Grandchamp
Grenant
Gudmont-Villiers
Guindrecourt-aux-Ormes
Guindrecourt-sur-Blaise
Guyonville
Hâcourt
Hallignicourt
Harréville-les-Chanteurs
Haute-Amance
Heuilley-le-Grand
Huilliécourt
Humbécourt
Humberville
Humes-Jorquenay
Illoud
Is-en-Bassigny
Isômes
Joinville
Jonchery
Juzennecourt
La Genevroye
Lachapelle-en-Blaisy
Lafauche
Laferté-sur-Amance
Laferté-sur-Aube
Lamancine
Laneuvelle
Laneuville-à-Rémy
Laneuville-au-Pont
Langres
Lanques-sur-Rognon
Lanty-sur-Aube
La Porte du Der
Larivière-Arnoncourt
Latrecey-Ormoy-sur-Aube
Lavernoy

Laville-aux-Bois
Lavilleneuve
Lavilleneuve-au-Roi
Le Châtelet-sur-Meuse
Le Pailly
Le Val-d'Esnoms
Lecey
Leffonds
Le Montsaugonnais
Les Loges
Leschères-sur-le-Blaiseron
Leuchey
Leurville
Levécourt
Lézéville
Liffol-le-Petit
Longchamp
Longeau-Percey
Louvemorit
Louvères
Luzy-sur-Marne
Maâtz
Magneux
Maisoncelles
Maizières
Maizières-sur-Amance
Malaincourt-sur-Meuse
Mandres-la-Côte
Manois
Marac
Maranville
Marbéville
Marcilly-en-Bassigny
Mardor
Mareilles
Marnay-sur-Marne
Mathons
Melay
Mennouveaux
Merrey
Mertrud
Meures
Millières
Mirbel
Moëslains
Montcharvot
Montheries
Montot-sur-Rognon
Montreuil-sur-Blaise
Montreuil-sur-Thonnance
Morancourt
Morionvilliers
Mouilleron

Mussey-sur-Marne
Narcy
Neuilly-l'Évêque
Neuilly-sur-Suize
Neuveville-lès-Voisey
Ninville
Nogent
Noidant-Chatenoy
Noidant-le-Rocheux
Nomécourt
Noncourt-sur-le-Rongeant
Noyers
Nully
Occey
Orbigny-au-Mont
Orbigny-au-Val
Orcevaux
Orges
Ormancey
Ormy-lès-Sexfontaines
Orquevaux
Osne-le-Val
Oudincourt
Outremécourt
Ozières
Palaiseul
Pansey
Parnoy-en-Bassigny
Paroy-sur-Saulx
Peigny
Perrancey-les-Vieux-Moulins
Perrogney-les-Fontaines
Perrusse
Perthes
Pierremont-sur-Amance
Pisseloup
Planrupt
Plesnoy
Poinson
Poinson-lès-Fayl
Poinson-lès-Grancey
Poinson-lès-Nogent
Poiseul
Poissons
Pont-la-Ville
Poulangy
Praslay
Pressigny
Prez-sous-Lafauche
Rachecourt-sur-Marne
Rachecourt-Suzémont
Rançonnières
Rangecourt

Rennepont
Reynel
Riaucourt
Richebourg
Rimaucourt
Rives Dervoises
Rivière-les-Fosses
Rivières-le-Bois
Rizaucourt-Buchey
Rocheft-sur-la-Côte
Roches-Bettaincourt
Roches-sur-Marne
Rochetaillée
Rolampont
Romain-sur-Meuse
Rouécourt
Rouelles
Rougeux
Rouvres-sur-Aube
Rouvroy-sur-Marne
Rupt
Sally
Saint-Blin
Saint-Broingt-le-Bois
Saint-Broingt-les-Fosses
Saint-Ciergues
Saint-Dizier
Saint-Loup-sur-Aujon
Saint-Martin-lès-Langres
Saint-Maurice
Saints-Geosmes
Saint-Thiébauld
Saint-Urbain-Maconcourt
Saint-Vallier-sur-Marne
Sarcey
Sarrey
Saudron
Saulles
Saulxures
Savigny
Semilly
Semoutiers-Montsaon
Serqueux
Sexfontaines
Signéville
Silvarouvres
Sommancourt
Sommerécourt
Sommevoire
Soncourt-sur-Marne
Soulaucourt-sur-Mouzon
Soyers
Suzannecourt

Ternat
Thilleux
Thivet
Thol-lès-Millières
Thonnance-lès-Joinville
Thonnance-les-Moulins
Torcenay
Tornay
Treix
Trémilly
Troisfontaines-la-Ville
Vaillant
Valcourt
Val-de-Meuse
Valleret
Valleroy
Vais-des-Tilles
Varennes-sur-Amance
Vaudrecourt
Vaudrémont
Vauxbons
Vaux-sur-Blaise
Vaux-sur-Saint-Urbain
Vecqueville
Velles
Verbiesles
Verseilles-le-Bas
Verseilles-le-Haut
Vesaignes-sous-Lafauche
Vesaignes-sur-Marne
Vesvres-sous-Chalancey
Vicq
Viéville
Vignes-la-Côte
Vignory
Villars-en-Azois
Villars-Santenoge
Ville-en-Blaisois
Villegusien-le-Lac
Villiers-en-Lieu
Villiers-lès-Aprey
Villiers-le-Sec
Villiers-sur-Suize
Violot
Vitry-en-Montagne
Vitry-lès-Nogent
Vivey
Voillecomte
Voisey
Voisines
Voncourt
Vouécourt
Vraincourt

Vroncourt-la-Côte

Wassy

SMICTOM de la Région de Langres

SMICTOM de la Région de Saint-Dizier

Communauté de Communes des Savoir Faire

Communauté de Communes des 3 Forêts

Communauté de Communes Meuse Rognon

Agglomération de Chaumont

Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne
Montsaigeonnais

Communauté de Communes du Grand Langres

Communauté de Communes du Bassin de Joinville en
Champagne

Communauté de Communes des Portes de Meuse

SIAE Marne Rognon

PETR du Pays de Langres

**Annexe 2 - liste des transferts de compétences
Bloc Energie**

| Nom de la commune | Transfert de la compétence distribution publique d'électricité | Transfert de la compétence gaz | Transfert éclairage public | Transfert TIC | Transfert IRVE |
|---|--|--------------------------------|----------------------------|---------------|----------------|
| Ageville | oui | | oui | | |
| Algemont | oui | | oui | oui | |
| Allianville | oui | | oui | | |
| Aingoulemcourt | oui | | oui | oui | oui |
| Aizanville | oui | | oui | | |
| Allichamps | oui | | oui | | oui |
| Ambonville | oui | | oui | | |
| Andelot-Blanchaville | oui | | oui | | oui |
| Andilly-en-Bassigny | oui | | oui | | oui |
| Annéville-la-Pralire | oui | | oui | oui | |
| Annonville | oui | | oui | | oui |
| Anrosey | oui | | oui | | oui |
| Aprey | oui | | oui | | |
| Arbigny-sous-Varennes | oui | | oui | oui | |
| Arbol | oui | | oui | | |
| Arc-en-Barrois | oui | | oui | | oui |
| Arnancourt | oui | | oui | | oui |
| Allancourt | oui | | oui | | oui |
| Aubepierre-sur-Aube | oui | | oui | | oui |
| Auberive | oui | | oui | | oui |
| Audeloncourt | oui | | oui | | |
| Aujsurres | oui | | oui | | oui |
| Aulnoy-sur-Aube | oui | | oui | | |
| Auligny-le-Grand | oui | | oui | | |
| Auligny-le-Petit | oui | | oui | | |
| Aureville-sur-la-Renne | oui | | oui | | oui |
| Avrecourt | oui | | oui | oui | oui |
| Bailly-aux-Forges | oui | | oui | | |
| Balsey | oui | | oui | | oui |
| Bannes | oui | | oui | | oui |
| Bassoncourt | oui | | oui | oui | oui |
| Baudrecourt | oui | | oui | | oui |
| Bay-sur-Aube | oui | | oui | oui | |
| Bayard-sur-Marne | oui | | oui | oui | oui |
| Beauchemin | oui | | oui | | |
| Belmont | oui | | oui | | |
| Bellancourt-la-Ferrée | oui | | oui | | oui |
| Blesles | oui | | oui | | oui |
| Bize | oui | | oui | | oui |
| Blaisy | oui | | oui | | |
| Blécourt | oui | | oui | | oui |
| Blessonville | oui | | oui | | oui |
| Blumeray | oui | | oui | | |
| Bonnecourt | oui | | oui | | |
| Bologne | oui | | oui | oui | oui |
| Bourbonne-les-Bains | oui | | oui | | oui |
| Bourdons-sur-Rognon | oui | | oui | | oui |
| Bourg | oui | | oui | oui | |
| Bourg-Sainte-Marie | oui | | oui | | |
| Bourmont entre Meuse et Mouzon (Goncourt, Bourmont, Nijon) | oui | | oui | | oui |
| Bouzencourt | oui | | oui | | |
| Brechay | oui | | oui | oui | |
| Braillville-sur-Meuse | oui | | oui | | oui |
| Braux-le-Châtel | oui | | oui | | oui |
| Brennes | oui | | oui | | oui |
| Breihenay | oui | | oui | oui | |
| Breuvaux-en-Bassigny | oui | | oui | | |
| Briaucourt | oui | | oui | | |
| Ericon | oui | | oui | | oui |
| Brousseval | oui | | oui | | |
| Bugnières | oui | | oui | | oui |
| Champsavralne | oui | | oui | | |
| Bussion | oui | | oui | | |
| Buxières-lès-Cleimont | oui | | oui | | oui |
| Buxières-lès-Villiers | oui | | oui | oui | |
| Cellonds | oui | | oui | | oui |
| Celles-en-Bassigny | oui | | oui | oui | |
| Celsoy | oui | | oui | | oui |
| Carrières | oui | | oui | | |
| Chelançay | oui | | oui | | oui |
| Challindrey | oui | | oui | | oui |
| Chalvaines | oui | | oui | | oui |
| Chambrecourt | oui | | oui | | |
| Chamouillet | oui | | oui | | oui |
| Champagne-lès-en-Bassigny | oui | | oui | | oui |
| Champigny-lès-Langres | oui | | oui | | |
| Champigny-sous-Verennes | oui | | oui | | |
| Chancenay | oui | | oui | | oui |
| Changey | oui | | oui | | oui |
| Chenoy | oui | | oui | | oui |
| Chantrelles | oui | | oui | | |
| Charma | oui | | oui | | |
| Charma-en-l'Angle | oui | | oui | | |
| Charma-la-Grande | oui | | oui | | oui |
| Chassigny | oui | | oui | | oui |
| Châteauvillain | oui | | oui | | oui |

| | | | | | |
|----------------------------------|-----|-----------|-----|-----|-----|
| Le Châtelot-sur-Meuse | oui | | oui | | oui |
| Chatenay-Mâcheron | oui | | oui | | oui |
| Chatenay-Vaudin | oui | | oui | | oui |
| Chalonrupt-Sommermont | oui | | oui | | oui |
| Chaudenay | oui | | oui | | oui |
| Chaufourt | oui | | oui | | oui |
| Chaumont | oui | | oui | | oui |
| Chaumont-la-Ville | oui | | oui | | oui |
| Chevillon | oui | | oui | | oui |
| Chézeaux | oui | | oui | | oui |
| Chamerandes-Cholques | oui | | oui | | oui |
| Cholley-Dardenay | oui | | oui | | oui |
| Cholsoul | oui | | oui | | oui |
| Ciréy-lès-Mareilles | oui | | oui | | oui |
| Ciréy-sur-Blaise | oui | | oui | oui | oui |
| Cirfontaines-en-Azole | oui | | oui | | oui |
| Cirfontaines-en-Ornois | oui | | oui | | oui |
| Clefont | oui | | oui | | oui |
| Clinchamp | oui | | oui | | oui |
| Cohons | oui | | oui | | oui |
| Colfey-le-Bas | oui | | oui | oui | oui |
| Colfey-le-Haut | oui | | oui | | oui |
| Colmier-le-Bas | oui | | oui | | oui |
| Colmier-le-Haut | oui | | oui | | oui |
| Colombey-les-Deux-Églises | oui | | oui | | oui |
| Condes | oui | | oui | oui | oui |
| Consigny | oui | | oui | | oui |
| Coublanc | oui | | oui | | oui |
| Coupray | oui | | oui | | oui |
| Courcelles-en-Montagne | oui | | oui | | oui |
| Courcelles-sur-Blaise | oui | | oui | | oui |
| Cour-Févâque | oui | | oui | | oui |
| Culmont | oui | | oui | | oui |
| Curel | oui | | oui | | oui |
| Curmont | oui | | oui | | oui |
| Cussey | oui | | oui | | oui |
| Cuves | oui | | oui | | oui |
| Dailencourt | oui | | oui | | oui |
| Daillecourt | oui | | oui | | oui |
| Dammartin-sur-Meuse | oui | | oui | | oui |
| Dampierre | oui | | oui | oui | oui |
| Dammémont | oui | | oui | oui | oui |
| Dancevoir | oui | | oui | | oui |
| Darmanès | oui | | oui | oui | oui |
| Dinteville | oui | | oui | oui | oui |
| Domblain | oui | | oui | | oui |
| Dommarten | oui | | oui | | oui |
| Dommartin-le-Franc | oui | | oui | | oui |
| Dommartin-le-Saint-Père | oui | | oui | | oui |
| Donremy-Landéville | oui | | oui | | oui |
| Doncourt-sur-Meuse | oui | | oui | | oui |
| Donjeux | oui | | oui | | oui |
| Douvincourt-Saucourt | oui | | oui | oui | oui |
| Doulevant-le-Château | oui | | oui | | oui |
| Doulevant-le-Petit | oui | | oui | | oui |
| Echenay | oui | | oui | | oui |
| Eclaron Braucourt Sainte-Livière | oui | Braucourt | oui | oui | oui |
| Ecot-le-Combe | oui | | oui | | oui |
| Efincourt | oui | | oui | | oui |
| Enfonville | oui | | oui | | oui |
| Epizon | oui | | oui | | oui |
| Esnouveaux | oui | | oui | | oui |
| Euffigneix | oui | | oui | | oui |
| Eclaron territoire de Braucourt | oui | | oui | | oui |
| Eurville-Blenville | oui | | oui | | oui |
| Faincourt | oui | | oui | | oui |
| Faverolles | oui | | oui | | oui |
| Fayl-Billoi | oui | | oui | | oui |
| Fays | oui | | oui | | oui |
| Ferrière-et-Lefolie | oui | | oui | | oui |
| Flagy | oui | | oui | | oui |
| Flemmerécourt | oui | | oui | | oui |
| Fontaines-sur-Marne | oui | | oui | | oui |
| Forcey | oui | | oui | | oui |
| Foulain | oui | | oui | | oui |
| Frampas | oui | | oui | | oui |
| Frécourt | oui | | oui | | oui |
| Frênes-sur-Apance | oui | | oui | | oui |
| Froncles | oui | | oui | | oui |
| Fronville | oui | | oui | oui | oui |
| Genevrières | oui | | oui | | oui |
| La Genevroie | oui | | oui | | oui |
| Germanes | oui | | oui | | oui |
| Germainvillers | oui | | oui | | oui |
| Germay | oui | | oui | | oui |
| Germisay | oui | | oui | | oui |
| Gley-sur-Aujon | oui | | oui | | oui |
| Gillencourt | oui | | oui | | oui |
| Gilleumé | oui | | oui | | oui |
| Gitley | oui | | oui | oui | oui |
| Graffigny-Chemin | oui | | oui | oui | oui |
| Grandchamp | oui | | oui | oui | oui |

| | | | | | |
|---------------------------|-----|-----------------------|--|-----|-----|
| Gréant | oui | | | oui | |
| Guémont-Villers | oui | | | oui | |
| Guindrecourt-aux-Ormes | oui | | | | |
| Guindrecourt-sur-Blaise | oui | | | | |
| Guyonville | oui | | | | oui |
| Hâcourt | oui | | | | oui |
| Hallignicourt | oui | | | | oui |
| Harréville-les-Chanteurs | oui | | | | |
| Haulloy-la-Grand | oui | | | oui | |
| Haute-Amance | oui | | | | oui |
| Huillécourt | oui | | | | oui |
| Humbécourt | oui | | | | |
| Humberville | oui | | | | |
| Humes-Jorquenay | oui | | | | oui |
| Illoud | oui | | | | oui |
| Is-en-Bassigny | oui | | | oui | |
| Isômes | oui | | | | |
| Joinville | oui | | | | |
| Jonchery | oui | | | oui | |
| Juzennecourt | oui | | | | |
| Lachapelle-en-Blaise | oui | | | | |
| Lafauche | oui | | | oui | |
| Laferté-sur-Amance | oui | | | | oui |
| Laferté-sur-Aube | oui | | | | |
| Lamaincino | oui | | | | oui |
| Laneuveville | oui | | | | oui |
| La Porte du Der | oui | | | | |
| | | <i>Montfer-en-Der</i> | | | |
| | | <i>Robert-Megny</i> | | | |
| Levilleneuve-au-Roi | oui | | | oui | |
| Leneuville-à-Rémy | oui | | | | |
| Leneuville-au-Pont | oui | | | | oui |
| Langres | oui | | | | |
| Langues-sur-Regnon | oui | | | | |
| Larivy-sur-Aube | oui | | | | oui |
| Larivière-Amnoncourt | oui | | | | oui |
| Latrecey-Ormy-sur-Aube | oui | | | oui | oui |
| Lavermy | oui | | | | oui |
| Laville-aux-Bois | oui | | | | oui |
| Levilleneuve au Roi | oui | | | | oui |
| Lezey | oui | | | | |
| Leffonds | oui | | | | |
| Le Montseigneuronnals | oui | | | | oui |
| Leschères-sur-la-Belairon | oui | | | | oui |
| Leuchay | oui | | | | oui |
| Leurville | oui | | | oui | oui |
| Levécourt | oui | | | | oui |
| Lezéville | oui | | | | |
| Liffol-le-Petit | oui | | | | oui |
| Les Loges | oui | | | | |
| Longchamp les Millères | oui | | | | oui |
| Longeau-Percey | oui | | | | oui |
| Louvemont | oui | | | | oui |
| Louvères | oui | | | oui | |
| Luzy-sur-Marne | oui | | | | oui |
| Maâiz | oui | | | | oui |
| Magneux | oui | | | | oui |
| Maisoncelles | oui | | | | oui |
| Maizières | oui | | | | |
| Maizières-sur-Amance | oui | | | | oui |
| Malaucourt-sur-Meuse | oui | | | | |
| Mandres-la-Côte | oui | | | | oui |
| Manois | oui | | | oui | oui |
| Marac | oui | | | | |
| Maranville | oui | | | | |
| Marbôville | oui | | | | |
| Marclly-en-Bassigny | oui | | | | oui |
| Mardor | oui | | | | oui |
| Marolles | oui | | | | oui |
| Marnay-sur-Marne | oui | | | | |
| Malhons | oui | | | | oui |
| Mélay | oui | | | | oui |
| Mannoiveaux | oui | | | | |
| Merrey | oui | | | oui | |
| Mertud | oui | | | | |
| Meures | oui | | | | oui |
| Millères | oui | | | | |
| Mirbel | oui | | | | |
| Mobelaing | oui | | | | |
| Montcharvot | oui | | | | |
| Montheries | oui | | | oui | |
| Montot-sur-Regnon | oui | | | oui | oui |
| Montreuil-sur-Blaise | oui | | | | |
| Montreuil-sur-Thonnance | oui | | | oui | oui |
| Morancourt | oui | | | | |
| Mortonvilliers | oui | | | | |
| Moulleron | oui | | | | |
| Mussey-sur-Marne | oui | | | | |
| Narcy | oui | | | | |
| Neully-l'Évêque | oui | | | | |
| Neully-sur-Suize | oui | | | | |
| Nouvelle-lès-Valsey | oui | | | | |
| Ninville | oui | | | oui | |

| | | | | |
|---------------------------|-----|-----|-----|-----|
| Nogent | oui | oui | oui | oui |
| Noldant-Chalency | oui | oui | oui | oui |
| Noldant-le-Rocheux | oui | oui | oui | oui |
| Nomécourt | oui | oui | oui | oui |
| Noncourt-sur-le-Rongeant | oui | oui | oui | oui |
| Noyers | oui | oui | oui | oui |
| Nully | oui | oui | oui | oui |
| Ocecy | oui | oui | oui | oui |
| Origny-au-Mont | oui | oui | oui | oui |
| Origny-au-Val | oui | oui | oui | oui |
| Orpevaux | oui | oui | oui | oui |
| Orges | oui | oui | oui | oui |
| Ormancey | oui | oui | oui | oui |
| Ormy-lès-Sexfontaines | oui | oui | oui | oui |
| Orquevaux | oui | oui | oui | oui |
| Osne-le-Val | oui | oui | oui | oui |
| Oudincourt | oui | oui | oui | oui |
| Oulremécourt | oui | oui | oui | oui |
| Ozières | oui | oui | oui | oui |
| Le Pailly | oui | oui | oui | oui |
| Palaiseul | oui | oui | oui | oui |
| Paisey | oui | oui | oui | oui |
| Pamoy-en-Baselgny | oui | oui | oui | oui |
| Paroy-sur-Saulx | oui | oui | oui | oui |
| Peigney | oui | oui | oui | oui |
| Perancey-lès-Méux-Moulins | oui | oui | oui | oui |
| Perrogney-lès-Fontaines | oui | oui | oui | oui |
| Perrusse | oui | oui | oui | oui |
| Perthes | oui | oui | oui | oui |
| Pierremont-sur-Amance | oui | oui | oui | oui |
| Pisseloup | oui | oui | oui | oui |
| Pianrupt | oui | oui | oui | oui |
| Plesnoy | oui | oui | oui | oui |
| Polseuil | oui | oui | oui | oui |
| Polson-lès-Fay | oui | oui | oui | oui |
| Polson-lès-Grancey | oui | oui | oui | oui |
| Polson-lès-Nogent | oui | oui | oui | oui |
| Polseul | oui | oui | oui | oui |
| Polsons | oui | oui | oui | oui |
| Pont-la-Ville | oui | oui | oui | oui |
| Poulangy | oui | oui | oui | oui |
| Prasley | oui | oui | oui | oui |
| Pressigny | oui | oui | oui | oui |
| Préz-sous-Lafauche | oui | oui | oui | oui |
| Rachecourt-Suzémont | oui | oui | oui | oui |
| Rachecourt-sur-Marne | oui | oui | oui | oui |
| Rançonnières | oui | oui | oui | oui |
| Rangecourt | oui | oui | oui | oui |
| Rennepont | oui | oui | oui | oui |
| Reynol | oui | oui | oui | oui |
| Riaucourt | oui | oui | oui | oui |
| Richembourg | oui | oui | oui | oui |
| Rimécourt | oui | oui | oui | oui |
| Rives Deroises | oui | oui | oui | oui |
| Rivières-le-Bois | oui | oui | oui | oui |
| Rivière-les-Fosses | oui | oui | oui | oui |
| Rizaucourt-Buchey | oui | oui | oui | oui |
| Rochefort-sur-la-Côte | oui | oui | oui | oui |
| Roches-Belleincourt | oui | oui | oui | oui |
| Roches-sur-Marne | oui | oui | oui | oui |
| Rochelallée | oui | oui | oui | oui |
| Rolampont | oui | oui | oui | oui |
| Romain-sur-Meuse | oui | oui | oui | oui |
| Rouécourt | oui | oui | oui | oui |
| Rouvelles | oui | oui | oui | oui |
| Rougeux | oui | oui | oui | oui |
| Rouvres-sur-Aube | oui | oui | oui | oui |
| Rouvroy-sur-Marne | oui | oui | oui | oui |
| Rupt | oui | oui | oui | oui |
| Sally | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Blin | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Broingt-le-Bois | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Broingt-les-Fosses | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Clergues | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Dizier | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Gosmes | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Loup-sur-Aujon | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Martin-lès-Langres | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Maurice | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Théobaut | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Urbain-Maconcourt | oui | oui | oui | oui |
| Saint-Vallier-sur-Marne | oui | oui | oui | oui |
| Sarcey | oui | oui | oui | oui |
| Sarrey | oui | oui | oui | oui |
| Saudron | oui | oui | oui | oui |
| Saultes | oui | oui | oui | oui |
| Saulxures | oui | oui | oui | oui |
| Savigny | oui | oui | oui | oui |
| Semilly | oui | oui | oui | oui |
| Semoullers-Montson | oui | oui | oui | oui |
| Serqueux | oui | oui | oui | oui |
| Sexfontaines | oui | oui | oui | oui |
| Signéville | oui | oui | oui | oui |

| | | | | | |
|---|-----|--|-----|-----|------|
| Silvareuvres | oui | | oui | | |
| Sonnenecourt | oui | | oui | | oui |
| Sommerécourt | oui | | oui | | oui |
| Sommevoire | oui | | oui | | oui |
| Soncourt-sur-Marno | oui | | oui | | |
| Soufautcourt-sur-Mouzon | oui | | oui | | oui |
| Soyers | oui | | oui | | oui |
| Suzannecourt | oui | | oui | | oui |
| Ternat | oui | | oui | | |
| Thilleux | oui | | oui | oui | |
| Thivet | oui | | oui | | |
| Thol-lès-Millières | oui | | oui | | oui |
| Thonnance-lès-Joinville | oui | | oui | | |
| Thonnance-les-Moulins | oui | | oui | oui | oui |
| Torcenay | oui | | oui | | |
| Tornay | oui | | oui | | |
| Treix | oui | | oui | | |
| Trémilly | oui | | oui | | |
| Troisfontaines-la-Ville | oui | | oui | oui | |
| Valliant | oui | | oui | | oui |
| Le Val-d'Esnois | oui | | oui | | |
| Vale-des-Tilles | oui | | oui | | |
| Valcourt | oui | | oui | | oui |
| Val-de-Meuse | oui | | oui | | |
| Vallerot | oui | | oui | | |
| Valleroy | oui | | oui | oui | oui |
| Verennes-sur-Amance | oui | | oui | | oui |
| Vaudrecourt | oui | | oui | | oui |
| Vaudrémont | oui | | oui | | |
| Vauxbons | oui | | oui | | |
| Vaux-sur-Biaise | oui | | oui | | |
| Vaux-sur-Saint-Urbain | oui | | oui | | oui |
| Vecqueville | oui | | oui | | oui |
| Velles | oui | | oui | | oui |
| Verbèsies | oui | | oui | | |
| Versailles-le-Bas | oui | | oui | | |
| Versailles-le-Haut | oui | | oui | | oui |
| Vesaignes-sous-Lafauche | oui | | oui | | oui |
| Vesaignes-sur-Mame | oui | | oui | | |
| Vesvros-sous-Chalancé | oui | | oui | | |
| Vicq | oui | | oui | | oui |
| Viéville | oui | | oui | | |
| Vignes-la-Côte | oui | | oui | oui | |
| Vignory | oui | | oui | | |
| Villers-en-Azols | oui | | oui | | |
| Villers-Santenoge | oui | | oui | | |
| Ville-en-Balnois | oui | | oui | | |
| Villegusien-le-Lac | oui | | oui | oui | |
| Villiers-en-Lieu | oui | | oui | | |
| Villiers-le-Sec | oui | | oui | | |
| Villiers-lès-Aprey | oui | | oui | oui | oui |
| Villiers-sur-Suize | oui | | oui | | |
| Virot | oui | | oui | oui | |
| Vitry-en-Montagne | oui | | oui | | |
| Vitry-lès-Nogent | oui | | oui | | |
| Vivey | oui | | oui | | |
| Vollecombe | oui | | oui | | |
| Volsey - Vaux-La-Douce | oui | | oui | oui | |
| Volsey | oui | | oui | | |
| Voisinas | oui | | oui | | |
| Voncourt | oui | | oui | | oui |
| Vouécourt | oui | | oui | | |
| Vraincourt | oui | | oui | | |
| Vroncourt-la-Côte | oui | | oui | | oui |
| Wassy | oui | | oui | | oui |
| SIAE Mame Rognon | | | | oui | |
| CC des Savoir Faire | | | | oui | |
| CC des 3 Forêts | | | | | |
| CC du Bassin de Joinville en Champagne | | | | oui | |
| CC d'Auberive Vingeanne Montsaingonnais | | | | | |
| PETR du Pays de Lenjres | | | | | oui* |

*sur les zones d'activités

**Annexe 3- liste des transferts de compétences
Bloc Déchets**

| Adhérents | Transfert de la compétence traitement | Transfert de la compétence collecte |
|--|---------------------------------------|-------------------------------------|
| SMICTOM de Saint-Dizier | oui | |
| SMICTOM de la Région de Langres | oui | |
| Communauté de Communes des 3 Forêts | oui | oui |
| Communauté de Communes Meuse Rognon | oui | oui |
| Agglomération de Chaumont | oui | oui |
| Communauté de Communes du Grand Langres | oui | oui |
| Communauté de Communes des Portes de Meuse | oui | oui |

Annexe 4 - liste des commissions locales

Amance

Communes rurales du Nord du département

Grandes villes

Région d'Andelot et Saint-Blin

Région de Bourbonne-les-Bains

Région de Chaumont

Région de Nogent

Région de Poissons

Région langroise

Rives de la Blaise

Trois Monts

Vallées Marne et Blaise

Villes moyennes

Annexe 5 composition des commissions locales

| Commission locale | communes/intercommunalité adhérentes à la commission locale | |
|----------------------------|---|----------------------|
| AMANCE | ANDILLY-EN-BASSIGNY | |
| | ANROSEY | |
| | ARBIGNY-SOUS-VARENES | |
| | BELMONT | |
| | BIZE | |
| | CHAMPSEVRAINES | |
| | CELLES-EN-BASSIGNY | |
| | CELISOY | |
| | CHAMPIGNY-SOUS-VARENES | |
| | CHAUDENAY | |
| | CHEZEAUX | |
| | FARINCOURT | |
| | FAYL-BILLOT | |
| | GENEVRIERES | |
| | GILLEY | |
| | GREMANT | |
| | GUYONVELLE | |
| | HAUTE-AMANCE | |
| | LAFERTE-SUR-AMNCE | |
| | LAVERNOY | |
| | LES LOGES | |
| | MAIZIERES-SUR-AMANCE | |
| | MARCILLY-EN-BASSIGNY | |
| | NEUVILLE-LES-VOISEY | |
| | PIERREMONT-SUT-AMNCE | |
| | PISSELOUP | |
| | PLESNOY | |
| | POINSON-LES-FAYL | |
| | PRESSIGNY | |
| | RANCONNIERES | |
| | ROUGEUX | |
| | SAULLES | |
| | SAVIGNY | |
| | SOYERS | |
| | TORCENAY | |
| | TORNAY | |
| | VALLEROY | |
| | VARENES-SUR-AMANCE | |
| | VELLES | |
| | VICQ | |
| | VONCOURT | |
| | CC DES SAVOIR FAIRE | |
| | MARNE ET BLAISE | AMBONVILLE |
| | | ANNEVILLE-LA-PRAIRIE |
| | | ARNANCOURT |
| | | BAUDRECOURT |
| | | BLECOURT |
| BLUMERAY | | |
| BOLOGNE | | |
| BOUZANCOURT | | |
| BRACHAY | | |
| BRIAUCOURT | | |
| CERISIERES | | |
| CHARMES-EN-YANGLE | | |
| CHARMES-LA-GRANDE | | |
| CIREY-SUR-BLAISE | | |
| COLOMBEY-LES-DEUX-EGLISES | | |
| COURCELLES-SUR-BLAISE | | |
| CURMONT | | |
| DAILLANCOURT | | |
| DOMMARTIN-le-SAINT-PÈRE | | |
| DOULAINCOURT-SAUCOURT | | |
| DOULEVANT-LE-CHATEAU | | |
| FERRIÈRE-ET-LA-FOLIE | | |
| FLAMMERCOURT | | |
| FRONCLES | | |
| FRONVILLE | | |
| LA GENEVROYE | | |
| GUDMONT-VILLIERS | | |
| GUINDRECOURT-SUR-BLAISE | | |
| LAMANCINE | | |
| LESCHERES-SUR-LE-BLAISERON | | |
| MARBEVILLE | | |
| MEURES | | |
| MIRBEL | | |
| MUSSEY-SUR-MARNE | | |
| NULLY | | |
| ORMOY-LES-SEXFONTAINES | | |
| ODINCOURT | | |
| RIAUCOURT | | |
| RIZAUCOURT-BUCHEY | | |
| ROCHEFORT-SUR-LA-COTE | | |
| ROUECOURT | | |
| SEXFONTAINES | | |
| SONCOURT-SUR-MARNE | | |
| TREMILLY | | |
| VIEVILLE | | |
| VIGNORY | | |
| VOUECOURT | | |
| VRAINCOURT | | |

REGION DE POISSONS

| |
|--------------------------|
| AINGOULAINCOURT |
| ANNONVILLE |
| CIRFONTAINES-EN-ORNOIS |
| DOMREMY-LANDEVILLE |
| DONJEUX |
| ECHENAY |
| EFFINCOURT |
| EPIZON |
| GERMAY |
| GERMISAY |
| GILLAUME |
| LEZEVILLE |
| MONTREUIL-SUR-THONNANCE |
| NONCOURT-SUR-LE-RONGEANT |
| OSNE-LE-VAL |
| PANSEY |
| PAROY-SUR-SAULX |
| POISSONS |
| ROUVROY-SUR-MARNE |
| RUPT |
| SAILLY |
| SAINT-URBAIN-MACONCOURT |
| SAUDRON |
| SUZANNECOURT |
| THONNANCE-LES-JOINVILLE |
| THONNANCE-LES-MOULINS |
| VAUX-SUR-SAINT-URBAIN |
| VECQUEVILLE |

REGION LANGROISE

| |
|------------------------|
| APREY |
| ARBOT |
| ARC-EN-BARROIS |
| AUBEPIERRE-SUR-AUBE |
| AUBERIVE |
| AUJEURRES |
| AULNOY-SUR-AUBE |
| BAISEY |
| BANNES |
| BAY-SUR-AUBE |
| BEAUCHEMIN |
| BOURG-SAINTE-MARIE |
| BRENNES |
| BUGNIERES |
| CHALANCEY |
| CHALINDREY |
| CHAMPIGNY-LES-LANGRES |
| CHANGEY |
| CHANOY |
| CHARMES |
| CHASSIGNY |
| CHATENY-MACHERON |
| CHATENAY-VAUDIN |
| CHOILLEY-DARDENAY |
| COHONS |
| COLMIER-LE-BAS |
| COLMIER-LE-HAUT |
| COUBLANC |
| COUPRAY |
| COURCELLES-EN-MONTAGNE |
| COUR L'EVEQUE |
| CULMONT |
| CUSEY |
| DAMPIERRE |
| DANCEVOIR |
| DOMMARIEN |
| FAVEROLLES |
| FLAGEY |
| GERMAINES |
| GIEY-SUR-AUJON |
| GRANDCHAMP |
| HEUILLEY-LE-GRAND |
| HUMES-JORQUENAY |
| ISOMES |
| LECEY |
| LEFFONDS |
| LEUCHEY |
| LE VAL-D'ESNOMS |
| LONGEAU-PERCEY |
| MAATZ |
| MARAC |
| MARDOR |
| MARNAY-SUR-MARNE |
| MOUILLERON |
| LE MONTSAUGEONNAIS |
| NEUILLY-L'EVEQUE |
| NOIDANT-CHATENOY |
| NOIDANT-LE-ROCHEUX |
| OCCEY |
| ORBIGNY-AU-MONT |
| ORBIGNY-AU-VAL |
| ORCEVAUX |
| ORMANCEY |
| LE PAILLY |
| PALAISEUL |

RIVES DE LA BLAISE

| |
|--|
| PEIGNEY |
| PERRANCEY-LES-VIEUX-MOULINS |
| PERROGNEY-LES-FONTAINES |
| POINSENOT |
| POINSON-LES-GRANCEY |
| PRASLAY |
| RIVIERES-LE-BOIS |
| RIVIERE-LES-FOSSES |
| ROCHETAILLEE |
| ROLAMPONT |
| ROUELLES |
| ROUVRES-SUR-AUBE |
| SAINT-BROINGT-LE-BOIS |
| SAINT-BROINGT-LES-FOSSES |
| SAINT-CIERGUES |
| SAINTE-GEOSMES |
| SAINT-LOUP-SUR-AUJON |
| SAINT-MARTIN-LES-LANGRES |
| SAINT-MAURICE |
| SAINT-VALLIER-SUR-MARNE |
| TERNAT |
| THIVET |
| VAILLANT |
| VALS-DES-TILLES |
| VAUXBONS |
| VERSEILLES-LE-BAS |
| VERSEILLES-LE-HAUT |
| VESAIGNES-SUR-MARNE |
| VESVRES-SOUS-CHALANCEY |
| VILLARS-SANTENOGE |
| VILLEGUSIEN-LE-LAC |
| VILLIERS-LES-APREY |
| VILLIERS-SUR-SUIZE |
| VIOLOT |
| VITRY-EN-MONTAGNE |
| VIVEY |
| VOISINES |
| CC D'AUBERIVE VINGEANNE ET MONTSAUGEONNAIS |
| ATTANCOURT |
| AUTIGNY-LE-PETIT |
| BROUSSEVAL |
| CEFFONDS |
| CHATONRUPT-SOMMERMONT |
| CUREL |
| DOMBLAIN |
| DOMMARTIN-LE-FRANC |
| DOULEVANT-LE-PETIT |
| FAYS |
| FRAMPAS |
| GUINDRECOURT-AUX-ORMES |
| LANEUVILLE-A-REMY |
| LOUVEFONT |
| MAGNEUX |
| MAIZIERES |
| MATHONS |
| MERTRUD |
| MONTREUIL-SUR-BLAISE |
| MORANCOURT |
| NOMECOURT |
| PLANRUPT |
| RACHECOURT-SUZEMONT |
| RIVES DERVOISES |
| SOMMANCOURT |
| SOMMEVOIRE |
| THILLEUX |
| TROISFONTAINES-LA-VILLE |
| VALLERET |
| VAUX-SUR-BLAISE |
| VILLE-EN-BLAISOIS |
| VOILLECOMTE |
| AUDELONCOURT |
| AVRECOURT |
| BASSONCOURT |
| BONNECOURT |
| BOURG-SAINTE-MARIE |
| BOURMONT ENTRE MEUSE ET MOUZON |
| BRAINVILLE-SUR-MEUSE |
| BREUVANNES-EN-BASSIGNY |
| BUXIERES-LES-CLEFMONT |
| CHAMPIGNEULLES-EN-BASSIGNY |
| CHAUFFOURT |
| CHAUMONT-LA-VILLE |
| CHOISEUL |
| CLEFMONT |
| CLINCHAMP |
| CONSIGNY |
| CUVES |
| DAILLECOURT |
| DONCOURT-SUR-MEUSE |
| ECOT-LA-COMBE |
| FRECOURT |
| GERMAINVILLIERS |
| GRAFFIGNY-CHEMIN |

TROIS MON

REGION DE CHAUMONT

VILLES
MOYENNES

GRANDES VILLES

UNES
DU NORD
ITEMENT

| |
|--|
| HACOURT |
| HARREVILLE-LES-CHANTEURS |
| HULLIECOURT |
| ILLOUD |
| IS-EN-BASSIGNY |
| LAVILLENEUVE |
| LEVECOURT |
| LONGCHAMP |
| MAISONCELLES |
| MALAINCOURT-SUR-MEUSE |
| MENNOUVEAUX |
| MERREY |
| MILLIERES |
| NINVILLE |
| NOYERS |
| OUTREMECOURT |
| OZIERES |
| PERRUSSE |
| POISEUL |
| RANGECOURT |
| ROMAIN-SUR-MEUSE |
| SAINT-THIEBAULT |
| SARREY |
| SAULXURES |
| SOMMERCOURT |
| SOULAUCOURT-SUR-MOUZON |
| THOL-LES-MILLIERES |
| VAL-DE-MEUSE |
| VAUDRECOURT |
| VRONCOURT-LA-COTE |
| AIZANVILLE |
| AUTREVILLE-SUR-LA-RENNE |
| BLAISY |
| BLESSONVILLE |
| BRAUX-LE-CHATEL |
| BRETHENAY |
| BRICON |
| BUXIERES-LES-VILLIERS |
| CHATEAUVILLAIN |
| CHAMARANDES-CHOIGNES |
| CIRFONTAINES-EN-AZOIS |
| CONDES |
| DARMANNES |
| DINTEVILLE |
| EUFFIGNEIX |
| FOULAIN |
| GILLANCOURT |
| JONCHERY |
| JUZENNECOURT |
| LACHAPELLE-EN-BLAISY |
| LAFERTE-SUR-AUBE |
| LANTY-SUR-AUBE |
| LATRECEY-ORMOY-SUR-AUBE |
| LAVILLE-AUX-BOIS |
| LAVILLENEUVE-AU-ROI |
| LUZY-SUR-MARNE |
| MARANVILLE |
| MONTHERIES |
| NEUILLY-SUR-SUIZE |
| ORGES |
| PONT-LA-VILLE |
| RENNEPONT |
| RICHEBOURG |
| SEMOUTIERS-MONTSAON |
| SILVAROUVRES |
| TREIX |
| VAUDREMONT |
| VERBIESLES |
| VILLARS-EN-AZOIS |
| VILLIERS-LE-SEC |
| CC DES 3 FORETS |
| SIAE MARNE ROGNON |
| BETTANCOURT LA FERREE |
| ECLARON - BRAUCOURT - STE LIVIERE |
| EURVILLE-BIENVILLE |
| JOINVILLE |
| MOESLAINS |
| LA PORTE DU DER |
| VALCOURT |
| VILLIERS-EN-LIEU |
| WASSY |
| CC DU BASSIN DE JOINVILLE EN CHAMPAGNE |
| CHAUMONT |
| LANGRES |
| SAINT-DIZIER |
| PETR DU PAYS DE LANGRES |
| ALLICHAMPS |
| AUTIGNY-LE-GRAND |
| BAILLY-AUX-FORGES |
| BAYARD-SUR-MARNE |
| CHAMOUILLEY |
| CHANCENAY |
| CHEVILLON |

| | |
|-----------------------------------|------------------------------------|
| COMMUNES RURALES I DU DEPAR | FONTAINES-SUR-MARNE |
| | HALLIGNICOURT |
| | HUMBECOURT |
| | LANEUVILLE-AU-PONT |
| | NARCY |
| | PERTHES |
| | RACHECOURT-SUR-MARNE |
| | ROCHES-SUR-MARNE |
| | AIGREMONT |
| | BOURBONNE-LES-BAINS |
| REGION DE BOURBONNE | COIFFY-LE-BAS |
| | COIFFY-LE-HAUT |
| | DAMMARTIN-SUR-MEUSE |
| | DAMREMONT |
| | ENFONVELLE |
| | FRESNES-SUR-APANCE |
| | LANEUVELLE |
| | LARIVIERE-ARNONCOURT |
| | LE CHATELET-SUR-MEUSE |
| | MELAY |
| | MONTCHARVOT |
| | PARNOY-EN-BASSIGNY |
| | SERQUEUX |
| | VOISEY |
| REGION DE NOGENT | AGEVILLE |
| | BIESLES |
| | BOURDONS-SUR-ROGNON |
| | ESNOUVEAUX |
| | FORCEY |
| | LANQUES-SUR-ROGNON |
| | LOUVIERES |
| | MANDRES-LA-COTE |
| | NOGENT |
| | POINSON-LES-NOGENT |
| | POULANGY |
| | SARCEY |
| | VITRY-LES-NOGENT |
| | REGION D'ANDELOT ET SAINT- BLIN |
| ANDELOT-BLANCHEVILLE | |
| BUSSON | |
| CHALVRAINES | |
| CHAMBRONCOURT | |
| CHANTRAINES | |
| CIREY-LES-MAREILLES | |
| HUMBERVILLE | |
| LAFAUCHE | |
| LEURVILLE | |
| LIFFOL-LE-PETIT | |
| MANOIS | |
| MAREILLES | |
| MONTOT-SUR-ROGNON | |
| MORIONVILLIERS | |
| ORQUEVAUX | |
| PREZ-SOUS-LAFAUCHE | |
| REYNEL | |
| RIMAUCCOURT | |
| ROCHES-BETTAINCOURT | |
| SAINTE-BLIN | |
| SEMILLY | |
| SIGNEVILLE | |
| VESAIGNES-SOUS-LAFAUCHE | |
| VIGNES-LA-COTE | |

Annexe 6 - Représentativité des adhérents au bloc déchets du SDED 52

| Adhérent | Nombre de délégués | Nombre de voix/délégué | Nombre de voix total |
|---------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------|
| Smictom de Saint-Dizier | 11 | 3 | 33 |
| Agglomération de Chaumont | 7 | 3 | -21 |
| CC des 3 forêts | 3 | 1 | 3 |
| CC Meuse Rognon | 3 | 2 | 6 |
| CC du Grand Langres | 3 | 3 | 9 |
| Smictom de la Région de Langres | 4 | 3 | 12 |
| CC des Portes de Meuse | 4 | 2 | 8 |
| totaux | 35 | | 92 |

Annexe 7 - Représentativité des adhérents au bloc énergie du SDED 52

| Commission Locale | Nombre de délégués de la commission locale au comité syndical |
|----------------------------------|--|
| Amance | 8 |
| Communes Rurales du Nord du dept | 5 |
| Grandes Villes | 8 |
| Vallées Marne et Blaise | 9 |
| Région d'Andelot et St Blin | 6 |
| Région de Bourbonne-les-Bains | 4 |
| Région de Chaumont | 9 |
| Région de Nogent | 5 |
| Région de Poissons | 6 |
| Région Langroise | 12 |
| Rives de la Blaise | 6 |
| Trois Monts | 8 |
| Villes Moyennes | 6 |
| total | 92 |

1 voix par délégué = 92 voix



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE,
DES ASSOCIATIONS ET DES ÉLECTIONS

ARRÊTÉ N°52-2023-06-00188 DU 21 JUIN 2023

portant convocation des conseils municipaux des communes
de SAINT-VALLIER-SUR-MARNE et de CHARMES-EN-L'ANGLE
afin de procéder à une nouvelle désignation de leurs délégués et suppléants
en vue de l'élection des sénateurs du département de la Haute-Marne

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-2, L. 2121-15 à L. 2121-18, L. 2121-26 et L. 2122-17 ;

Vu le code électoral et notamment ses articles L.O 274 à L.O 278, L. 279 à L. 282, L. 283 à L. 293 et R. 131 à R. 148,

Vu le décret n° 2022-1702 du 29 décembre 2022 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret n°2023-257 du 6 avril 2023 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°52-2023-005-00034 du 3 mai 2023 modifié portant détermination du nombre de délégués et de suppléants qui seront désignés par les conseils municipaux du département de la Haute-Marne en vue de l'élection des sénateurs ainsi que du mode de scrutin mis en œuvre pour chaque commune ;

CONSIDÉRANT que l'élection des délégués et des suppléants des communes de SAINT-VALLIER-SUR-MARNE et de CHARMES-EN-L'ANGLE ont été annulées par décision du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne en date du 19 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'organiser de nouvelles élections à la suite de l'annulation de l'élection des délégués et des suppléants lorsque le tableau des suppléants est épuisé et que la liste des délégués est incomplète ;

CONSIDÉRANT que la convocation du conseil municipal par voie d'arrêté préfectoral doit intervenir au moins trois jours francs avant la date du scrutin ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Les conseils municipaux des communes de SAINT-VALLIER-SUR-MARNE et de CHARMES-EN-L'ANGLE sont convoqués le lundi 26 juin 2023 afin de désigner leurs délégués et suppléants.

En cas d'absence de quorum à cette réunion du 26 juin, les conseils municipaux des communes concernées seront convoqués à titre exceptionnel conformément aux dispositions de l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, en l'occurrence le vendredi 30 juin 2023.

Article 2 : Le nombre de délégués et de suppléants à désigner par ces communes et le mode de scrutin applicable est sans changement par rapport à celui indiqué dans l'arrêté préfectoral n°52-2023-005-00034 du 3 mai 2023 modifié, à savoir :

- **Commune de CHARMES-EN-L'ANGLE :**

- Titulaire : **1 (un)**

Mode de scrutin pour les titulaires : *Élection parmi les conseillers municipaux au scrutin majoritaire à deux tours (majorité absolue au premier tour, relative au second tour). Élection séparée de celle des suppléants.*

- Suppléants : **3 (trois)**

Mode de scrutin pour les suppléants : *Élection séparée de celle des délégués titulaires. Élection au scrutin majoritaire à deux tours parmi les conseillers municipaux et, si le nombre de conseillers municipaux est insuffisant, les électeurs de la commune.*

- **Commune de SAINT-VALLIER-SUR-MARNE :**

- Titulaire : **1 (un)**

Mode de scrutin pour les titulaires : *Élection parmi les conseillers municipaux au scrutin majoritaire à deux tours (majorité absolue au premier tour, relative au second tour). Élection séparée de celle des suppléants.*

- Suppléants : **3 (trois)**

Mode de scrutin pour les suppléants : *Élection séparée de celle des délégués titulaires. Élection au scrutin majoritaire à deux tours parmi les conseillers municipaux et, si le nombre de conseillers municipaux est insuffisant, les électeurs de la commune.*

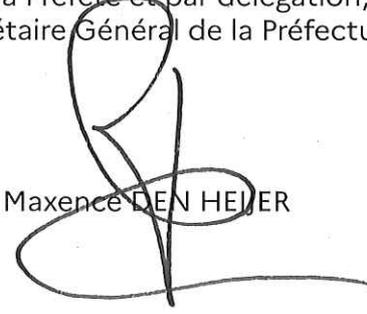
Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera affichée à la porte des mairies et notifiée par écrit à tous les conseillers municipaux en exercice par les soins des maires, qui préciseront le lieu et l'heure de la réunion.

Chaumont, le 21 JUIN 2023

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Maxence DEN HEIJER

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by 'DEN HEIJER' in a cursive script.



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires



epfge

Etablissement Public Foncier
de Grand Est



CCI MEUSE HAUTE-MARNE

ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN

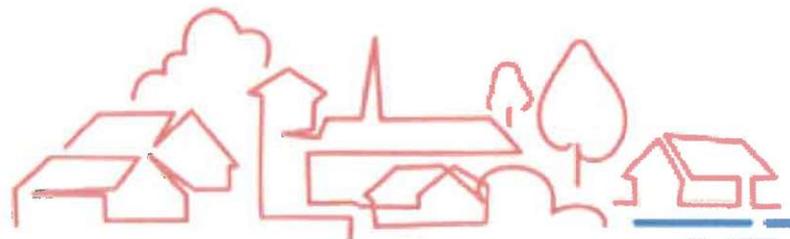


Le Montsaugonnais

AVENANT N°1 CONVENTION D'OPERATION DE RÉVITALISATION DU TERRITOIRE (ORT)

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUBERIVE
VINGEANNE MON TSAUGEONNAIS

COMMUNE DE LE MON TSAUGEONNAIS



**Petites villes
de demain**

ENTRE

- La **Commune de Le Montsaugeonnais** représentée par Monsieur Olivier OLIVEIRA, son maire, autorisé par délibération du 12 décembre 2022
- La **Communauté de Communes Auberive Vingeanne Montsaugeonnais** représentée par Monsieur Laurent AUBERTOT, son Président, autorisé par délibération du 15 décembre 2022

Ci-après les « collectivités bénéficiaires » d'une part

ET

- **L'ETAT** représenté par Madame Anne CORNET, Préfète de Haute-Marne

Ci-après, « l'Etat » d'autre part,

AINSI QUE

- **L'EPFGE**, Etablissement Public Foncier du Grand Est, représenté par Monsieur Alain TOUBOL, son directeur général
- Le **CAUE**, représenté par Madame Anne LEDUC, sa Présidente
- La **REGION GRAND EST**, représentée par Monsieur Franck LEROY, son Président dûment habilité à signer le présent avenant par la délibération de la Commission Permanente n°23CP-615 en date du 14 avril 2023 ;
- La **Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute-Marne**, représentée par Monsieur Richard PAPAZOGLU, son Président

Ci-après, « les partenaires »,

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION ORT

Le présent avenant a pour objet principal de modifier la convention cadre d'Opération de Revitalisation du Territoire signée le 31 décembre 2022 en actant l'engagement de deux partenaires supplémentaires au programme Petites Villes de Demain mis en œuvre sur la Commune de Le Montsaigeonnais.

En effet, la Région Grand Est et la Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute-Marne souhaitent intégrer le dispositif Petites Villes de Demain et devenir signataires de la convention et partenaires actifs de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS

Le présent avenant acte les modifications suivantes :

- ✓ Modification de la page de signataires avec l'ajout de la Région Grand Est et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute-Marne.
- ✓ L'article 4.1.4. « Engagements de la Région » – rédigé comme suit, n'est pas modifié.

« La Région en qualité de cheffe de file des politiques de transport, de formation professionnelle, d'aménagement du territoire, de développement économique, de tourisme et d'environnement, apportera son concours aux actions visées par le programme.

Elle s'engage à désigner dans ses services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

La Région, via ses cadres d'interventions ou les dispositifs européens, pourra apporter un appui financier aux opérations et actions inscrites au programme. Ces opérations devront faire l'objet d'une sollicitation officielle de subvention, avec un dépôt de dossier. L'éligibilité sera instruite et étudiée au regard des dispositifs sollicités en vigueur et des disponibilités financières. La décision fera l'objet d'une délibération de la Commission Permanente de la Région.

S'agissant plus particulièrement de la commune de LE MON TSAUGEONNAIS, elle a été identifiée comme centralité dans le cadre de la politique régionale d'aménagement du territoire. A travers le dispositif « soutien aux centralités rurales et urbaines », la Région Grand-Est a souhaité mettre en œuvre une stratégie de soutien, visant à aider les communes rurales à développer ou à rétablir leurs fonctions de centralité dans leur territoire et à améliorer la qualité de vie dans le cadre d'un projet global de redynamisation. Elle mobilisera également pour ces collectivités, le cas échéant, les crédits de la Banque des Territoires dont elle a la gestion dans le cadre du programme national de l'État Petites Villes de Demain. »

- ✓ L'article 4.1.7 « Mobilisation des citoyens et des acteurs économiques » est modifié comme suit :

« 4.1.7 Engagements de la Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute-Marne.

La réactivation du territoire relève d'acteurs institutionnels, politiques et économiques pluriels. Aussi la Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse Haute Marne s'engage dans cette démarche partenariale afin d'œuvrer, dans le cadre de ses compétences et missions, à la requalification d'ensemble du territoire, objet de la présente convention.

A cet effet, la CCI 55 52 soutiendra la stratégie de développement et de valorisation de la commune de LE MON TSAUGEONNAIS menée par la Communauté de Communes AUBERIVE VINGEANNE MON TSAUGEONNAIS et accompagnera les actions relatives aux centres villes des pôles structurants entrant dans le périmètre de l'O.R.T, actuel et à venir.

La CCI 55 52 apportera plus particulièrement son expertise sur la consolidation des fonctions économiques en les adaptant à la demande et aux besoins du territoire. Pour cela, elle mobilisera les moyens humains et techniques nécessaires pour :

- accompagner les porteurs de projet désireux de s'installer,*
- favoriser la transmission / reprise d'entreprises*
- soutenir les entreprises du territoire dans leurs mutations.*

La CCI 55 52 pourra également accompagner les entreprises dans les difficultés liées à leur activité ou leurs projets de développement de manière collective ou individuelle, réaliser des études économiques (profil de territoire, consultation de chefs d'entreprises, étude d'implantation / diagnostic commercial...) et toute autre mission convenue avec la collectivité par convention. »

- ✓ L'article 4.1.7 « Mobilisation des citoyens et des acteurs économiques » devient l'article 4.1.8.
- ✓ La Région Grand Est et la Chambre de Commerce et d'Industrie ayant été intégrées dans la gouvernance dès la convention initiale, le paragraphe sur la gouvernance n'est pas modifié.

ARTICLE 3 – ANNEXES

La convention cadre d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) sur le territoire de la CCAVM et de la Commune de Le Montsaugeonnais, ainsi que ses quatre annexes signées au 31 décembre 2022 sont annexées au présent avenant.

SIGNATURE DES PARTENAIRES

Pour l'Etat

Madame la Préfète de Haute-Marne

Déléguée de l'ANAH dans le département de la Haute-Marne

Déléguée de l'ANCT dans le département de la Haute-Marne

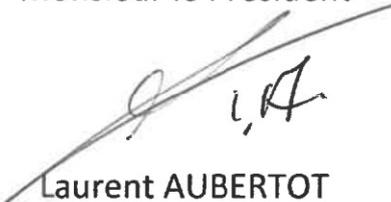


Anne CORNET

11 MAI 2023

Pour la Communauté de Communes
Auberive Vingeanne Montsaigeonnais

Monsieur le Président



Laurent AUBERTOT

Pour la Commune de
LE MON TSAUGEONNAIS

Monsieur le Maire



Olivier OLIVEIRA

Pour le CAUE

Présidente du CAUE



Anne LEDUC

Pour l'EPFGE

Directeur Général de l'EPFGE



Alain TOUBOL

11 MAI 2023

Pour la CCI Meuse Haute-Marne

Monsieur le Président



Richard PAPAZOGLU

Pour la REGION GRAND EST

Madame la Conseillère régionale



Sophie DELONG



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations**

**SERVICE SÉCURITÉ SANITAIRE DE
L'ALIMENTATION**

ARRÊTÉ N° 51-2023-06-00201 DU 22 juin 2023

**Délivrant autorisation à l'abattoir de Chaumont à déroger à l'obligation
d'étourdissement des animaux lors de l'abattage rituel pour la fête de l'Aïd-al-Adha**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Règlement CE 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort ;

Vu le Règlement CE n°853/2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles R214-63 à R.214-81 ;

Vu l'arrêté ministériel de 28 décembre 2011 relatifs à l'autorisation des établissements d'abattage à déroger à l'étourdissement des animaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 1992 modifié relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions d'inspection sanitaires de ces établissements ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 1996 modifié relatif à l'agrément d'organismes religieux habilitant les sacrificateurs rituels ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs ;

Vu la demande écrite transmise en main propre le 9 juin 2023 par la Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont ;

Vu le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 1 de l'arrêté du 28 décembre 2011 ont été délivrées par le demandeur ;

SUR proposition de Madame la Directrice de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Haute-Marne par intérim :

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'autorisation prévue à l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime est délivrée pour la fête de l'Aïd-al-Adha à la

Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont
1, rue de l'abattoir
52000 CHAUMONT

pour utiliser la dérogation à l'obligation d'étourdissement lors de l'abattage rituel des ovins pour le cas prévu au 1^{er} de l'article R. 214-70 du code rural et de la pêche maritime, dans les conditions prévues au dossier de demande d'autorisation.

Le numéro d'agrément CE de l'établissement est : **FR 52 121 001 CE**

Article 2 : Le présent arrêté s'applique pour l'unique journée du mercredi 28 juin 2023.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne et la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Haute-Marne par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'abattoir concerné et publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du département de la Haute-Marne.

Chaumont, le 22 juin 2023

La préfète de la Haute-Marne

Anne Cornet



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations**

**SERVICE SÉCURITÉ SANITAIRE DE
L'ALIMENTATION**

ARRÊTÉ N° 52-223-06-0022 **DU 22 juin 2023**

**portant limitation de mouvements d'animaux
à l'occasion de la fête de l'Aïd al Adha**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles R.214-73 à R. 214-75 et D. 212-26 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd-al-Adha chaque année, de nombreux ovins sont acheminés dans le département de la Haute-Marne pour y être abattus ou livrés aux particuliers en vue de la consommation ;

CONSIDÉRANT que de nombreux animaux sont abattus dans des conditions clandestines, contraires aux règles d'hygiène préconisées en application de l'article L. 231-1 du code rural et de la pêche maritime et aux règles de protection animale édictées en application de l'article L. 214-3 du code rural et de la pêche maritime ;

CONSIDÉRANT qu'afin de sauvegarder la santé publique et d'assurer la protection animale, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation et l'abattage des animaux vivants des espèces concernées ;

ARRÊTE :

Article 1 : Aux fins du présent arrêté, on entend par :

- **Exploitation :** tout établissement, toute construction, ou dans le cas d'un élevage en plein air, tout lieu, dans lequel des animaux sont détenus, élevés ou manipulés de manière permanente ou temporaire, à l'exception des cabinets ou cliniques vétérinaires. La présente définition concerne notamment les exploitations d'élevage et les centres de rassemblement, y compris les marchés.

• Détenteur : toute personne physique ou morale responsable d'animaux même à titre temporaire, à l'exception des cabinets ou cliniques vétérinaires et des transporteurs.

Article 2 : La détention d'ovins par toute personne non déclarée à l'établissement départemental de l'élevage, conformément à l'article D. 212-26 du code rural et de la pêche maritime, est interdite dans le département de la Haute-Marne.

Article 3 : Le transport d'ovins vivants est interdit dans le département de la Haute-Marne, sauf dans les cas suivants :

• le transport à destination des abattoirs agréés ainsi qu'à destination des cabinets ou cliniques vétérinaires ;

• le transport entre deux exploitations dont le détenteur des animaux a préalablement déclaré son activité d'élevage à l'établissement départemental de l'élevage, conformément à l'article D. 212-26 du code rural et de la pêche maritime. Le passage des animaux par des centres de rassemblement est également autorisé si ces derniers sont déclarés à l'établissement départemental de l'élevage.

Article 4 : L'abattage rituel est interdit hors des abattoirs agréés conformément à l'article R. 214-73 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Le présent arrêté s'applique du 27 juin au 2 juillet 2023.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

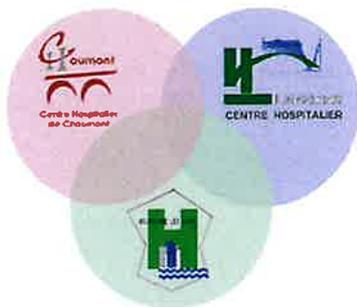
Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur de cabinet, la Directrice Départementale par intérim de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Haute-Marne, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Marne, les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Chaumont, le 22 juin 2023

La préfète de la Haute-Marne



Anne Cornet



Établissements Publics Hospitaliers du Sud Haute-Marne

Décision n° 2023/10
portant délégation de signature

Le Directeur par intérim des Centres Hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne les Bains,

Vu le code de la santé publique et notamment son article D 6143-33,

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au Directeur et aux membres du Directoire des Établissements publics de santé,

Vu la convention de direction commune du 1er juillet 2018 entre les Centres Hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne les Bains,

Vu le décret n°2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, modifié,

Vu l'arrêté de la Directrice Générale de l'ARS Grand Est n° 2020-2929 du 8 décembre 2020, portant désignation à compter du 1^{er} janvier 2021 de Monsieur Guillaume KOCH comme directeur par intérim des Centres Hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne les Bains,

Vu le contrat de recrutement de Monsieur Mounir SAADI, en qualité de Directeur Adjoint au centre hospitalier de Chaumont,

Décide

Article 1 : Une délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Mounir SAADI Directeur Adjoint chargé des Fonctions Supports, à l'effet de signer, au nom du Directeur des Centres Hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne les Bains, tous les documents, décisions, courriers et notes de service ou d'information nécessaires au bon fonctionnement du secteur d'activité dont il a la charge.

Dans le cadre de ses attributions, Monsieur Mounir SAADI est chargé d'une responsabilité hiérarchique et d'encadrement sur les personnels relevant de sa Direction.

Article 2 : Une délégation générale de signature est donnée à Monsieur Mounir SAADI, dans le cadre des gardes de Direction.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume KOCH, Directeur par intérim, Monsieur Mounir SAADI bénéficie d'une délégation pour ordonnancer les dépenses à hauteur de 10 000 € HT (dix mille euros HT), liquider les recettes et prescrire le recouvrement des produits, dans la limite des autorisations budgétaires pour l'ensemble des établissements du Sud Haute-Marne. A ce titre, il assure les fonctions d'ordonnateur suppléant.

Article 4 : Monsieur Mounir SAADI s'engage à utiliser la délégation de signature qui lui est consentie dans le respect de la réglementation et dans la limite des crédits budgétaires régulièrement ouverts et autorisés. Il rend compte de sa gestion à la demande du directeur par intérim et à chaque fois que nécessaire.

Fait à Chaumont, le 15 juin 2023

Pour acceptation,
le délégataire,



Mounir SAADI

Le Directeur par intérim



Guillaume KOCH





**DECISION PLSHM N° 2023-11
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**

L'Administrateur du GCS Pôle Logistique Sud Haut-Marnais,

Vu l'ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire,

Vu le décret n° 2010-862 du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire,

Vu le décret n° 2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire

Vu la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Pôle Logistique Sud Haut-Marnais » signée le 20 juin 2017 et réceptionnée dans sa version définitive le 26 juin 2017 à l'Agence Régionale de Santé Grand Est,

Vu l'arrêté n° 2017-2472 du 17 juillet 2017 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Pôle Logistique Sud Haut-Marnais »,

Vu les délibérations de l'assemblée constitutive du groupement de coopération sanitaire « Pôle Logistique Sud Haut-Marnais » en date du 20 juin 2017,

Vu les délibérations de l'assemblée générale du groupement de coopération sanitaire « Pôle Logistique Sud Haut-Marnais » en date du 09 janvier 2018

Vu les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du groupement de coopération sanitaire « Pôle Logistique Sud Haut-Marnais » en date du 5 janvier 2021,

Vu le code de la santé publique,

Vu le décret n°2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, modifié,

Vu l'arrêté de la Directrice Générale de l'ARS Grand Est n° 2020-2929 du 8 décembre 2020, portant désignation à compter du 1^{er} janvier 2021 de Monsieur Guillaume KOCH comme directeur par intérim des Centres Hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne les Bains,

Vu le contrat de recrutement de Monsieur Mounir SAADI, en qualité de Directeur Adjoint au centre hospitalier de Chaumont,

DECIDE

Article 1 :

En l'absence de Monsieur Guillaume KOCH, Directeur par intérim des Centres Hospitaliers de Chaumont, Langres et Bourbonne les Bains opérations, une délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Mounir SAADI, Directeur Adjoint chargé des Fonctions Supports, à l'effet de signer, au nom de l'Administrateur du GCS Pôle Logistique Sud Haut-Marnais, tous les documents, contrats, décisions, tableaux de service, courriers, notes de service et d'information nécessaires au bon fonctionnement des secteurs d'activité du GCS. Cette délégation concerne également la validation informatique de données statistiques, comptables et budgétaires destinées aux autorités de tutelle et de contrôle et au Trésorier du GCS Pôle Logistique Sud Haut-Marnais.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume KOCH, Monsieur Mounir SAADI bénéficie d'une délégation pour ordonnancer les dépenses à hauteur de 10 000 € HT (dix mille euros HT), liquider les recettes et prescrire le recouvrement des produits, dans la limite des autorisations budgétaires. A ce titre, il assure les fonctions d'ordonnateur suppléant.

Article 3

En l'absence de Monsieur Guillaume KOCH, Monsieur Mounir SAADI assure la représentation du GCS Pôle Logistique Sud Haut-Marnais auprès des diverses instances utiles à son bon fonctionnement.

Article 4

Monsieur Mounir SAADI s'engage à utiliser la délégation de signature qui lui est consentie dans le respect de la réglementation et dans la limite des crédits budgétaires régulièrement ouverts et autorisés.

Il rend compte de sa gestion à la demande de l'Administrateur et à chaque fois que nécessaire.

Fait à Chaumont, le 15 juin 2023

Pour acceptation,
le délégataire,


Mounir SAADI



L'administrateur du GCS,
Pôle Logistique Sud Haut-Marnais


Guillaume KOCH



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
De l'Administration Pénitentiaire**

Direction interrégionale des services pénitentiaires du Grand-Est Strasbourg

Maison d'arrêt de Chaumont

Arrêté modificatif du 01^{er} juin 2023 portant délégation de signature

Vu le code pénitentiaire, notamment ses articles R. 113-66 et R. 234-1 ;

Vu le code de justice pénale des mineurs, notamment son article R.124-4-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 01/05/2022 nommant Monsieur DAVAINÉ Grégory en qualité de chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Chaumont

Monsieur DAVAINÉ Grégory, Chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Chaumont

ARRETE :

Article 1^{er} : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Ingrid AUGÉ Adjoint au Chef d'établissement** à la Maison d'Arrêt de Chaumont aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Nicolas DEZALY Chef de Détention** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe BOURLIER Adjoint au Chef de Détention** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Céline GUILPAIN, Capitaine Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Béatrice GRAF, 1^{ère} Surveillante** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Kamal BOUFAKROUN, 1^{er} Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 7 : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Rénaud COLLIN, 1^{er} Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 8 : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Frankie CRISINEL, 1^{er} Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Chaumont, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 9 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs près la Préfecture de la Haute Marne dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Reçu notification le : 13/06/23

Madame Ingrid AUGÉ



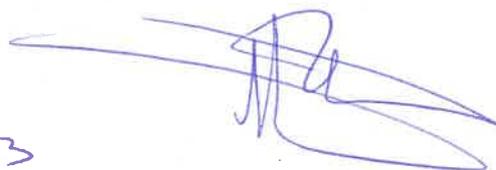
Reçu notification le : 21.06.2023

Monsieur Nicolas DEZALY



Reçu notification le : 13/06/2023

Monsieur Christophe BOURLIER



Reçu notification le : 13/06/2023

Madame Céline GUILPAIN



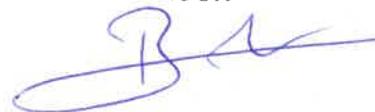
Reçu notification le : 18/06/23

Madame Béatrice GRAF



Reçu notification le : 08/06/23

Monsieur Kamal BOUFAKROUN



Reçu notification le : 17/06/2023

Monsieur Rénaud COLLIN



Reçu notification le : 14/06/23

Monsieur Frankie CRISINEL



Le chef d'établissement,
Grégory DAVAINE



**Décisions du chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature
En vertu des dispositions du code pénitentiaire (R. 113-66 ; R. 234-1) et d'autres textes**

I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire

Déléataires possibles :

1 : adjoint au chef d'établissement

2 : « fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A » (directeurs des services pénitentiaires/attachés d'administration/chefs de service pénitentiaire)

3 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)

4 : majors et 1ers surveillants

| Décisions concernées | Articles | 1 | 2 | 3 | 4 |
|--|--------------------------|---|---|---|---|
| Visites de l'établissement | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 113-66 + D. 222-2 | X | X | X | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R. 132-1 | X | X | X | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R. 132-2 | X | X | X | |
| Vie en détention et PEP | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R. 112-22 + R. 112-23 | X | X | X | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine | L. 211-5 | X | X | X | |
| Définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de | L. 211-4 | X | X | X | |

| détention différenciés | + D. 211-36 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | D.211-34 | X | X | X | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU : placement ou levée) | R. 113-66 | X | X | X | X |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | D. 213-1 | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue | D. 213-2 | X | X | X | X |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération | R. 213-12 | X | X | X | |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'unité sanitaire | D. 115-5 | X | X | X | X |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | R. 332-44 | X | X | X | X |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | R. 314-1 | X | X | X | |
| Rédaction des propositions d'orientation ou de changement d'affectation des condamnés | D. 211-11 ; D. 211-26 ; D. 211-27 | X | X | X | |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 322-35 | X | X | X | |
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 216-5 | X | X | X | |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 216-6 | X | X | X | |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 211-2 | X | X | X | |
| Mesures de contrôle et de sécurité | | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 215-5 | X | X | X | |
| Rendu compte à l'autorité requérante de l'impossibilité de déférer à une réquisition ou un ordre de transfèrement | D. 215-3 | X | X | X | X |

Trame mise à jour le 05/07/2022

| | | | | | |
|---|--|---|---|---|---|
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 215-17 | X | X | X | |
| Détermination et actualisation du niveau d'escorte des personnes détenues | Circulaire du 18/11/2004 Note DAP du 18/04/2011 | X | X | X | X |
| Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif | D. 215-17 Circulaire du 18/11/2004 Notes DAP 18/04/2011 - 29/04/2014 | X | X | X | |
| Autoriser l'utilisation des armes dans les locaux de détention pour une intervention précisément définie | R. 227-6 | X | X | X | |
| Décider d'armer de générateurs d'aérosols incapacitants de catégorie D b) les membres du personnel de direction, du corps des chefs de services pénitentiaires et du corps de commandement, les majors ou premiers surveillants | | | | | |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 221-2 | X | X | X | |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion | R. 113-66 + R. 221-4 | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | R. 113-66 + R. 332-44 | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | R. 332-35 | X | X | X | |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | R. 113-66 R. 322-11 | X | X | X | X |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | R. 332-41 | X | X | X | |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | R. 414-7 | X | X | X | |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 113-66 R. 225-1 | X | X | X | X |
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | R. 225-4 | X | X | X | |

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|
| Décision de mise en œuvre des mesures de contrôle, pour des motifs de sécurité, des personnes accédant à l'établissement pénitentiaire | D. 222-3. D.406 CPP. Note DAP 24/02/2009 | X | X | X | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte | R. 113-66 R. 226-1 | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | R. 113-66 R. 226-1 | X | X | X | X |
| Discipline | | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 234-1 + | | | | |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | R. 234-8 | X | X | X | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire | D.249 CPP, D.250 CPP, D. 234-11 | X | X | X | |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus | R. 234-19 | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 234-23 | X | X | X | X |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 234-14 | X | X | X | |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline | R. 234-26 | X | X | X | |
| Présider la commission de discipline | R. 234-6 | X | X | X | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 234-2 | X | X | X | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 234-3 | X | X | X | |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 234-32 à R. 234-40 | X | X | X | |
| | R. 234-41 | X | X | X | |
| Isolement | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 213-22 | X | X | X | |

| | | | | | |
|---|-------------------------------------|---|---|---|--|
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 213-23 R. 213-27 R. 213-31 | X | X | X | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 213-21 | X | X | X | |
| Lever la mesure d'isolement | R. 213-29 R. 213-33 | X | X | X | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 213-21 R. 213-27 | X | X | X | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 213-24 R. 213-25 R. 213-27 | X | X | X | |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 213-21 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 213-18 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 213-18 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | R. 213-20 | X | X | X | |
| Quartier spécifique UDV | | | | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 224-5 | X | X | X | |

| | | | | | |
|---|-----------|---|---|---|--|
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en UDV | R. 224-3 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue placée en UDV à participer à une activité collective au sein de l'UDV | R. 224-4 | X | X | X | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en UDV chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent | R. 224-4 | X | X | X | |
| Quartier spécifique QPR | | | | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 224-19 | X | X | X | |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en QPR | R. 224-16 | X | X | X | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en QPR chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent | R. 224-17 | X | X | X | |
| Gestion du patrimoine des personnes détenues | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | R. 322-12 | X | X | X | |
| Désignation des mandataires suppléants du régisseur des comptes nominatifs | R. 332-26 | X | X | X | |
| Prise en charge financière de la part restant à la charge de la personne détenue pour l'appareillage, les prothèses ou actes et traitements chirurgicaux | D. 324-2 | X | X | X | |
| Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids | R. 332-38 | X | X | X | |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | R. 332-38 | X | X | X | |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | R. 332-28 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | R. 332-3 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | R. 332-3 | X | X | X | |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | R. 332-3 | X | X | X | |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 424-4 | X | X | X | |

| | | | | | |
|---|-----------|---|---|---|--|
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 424-3 | X | X | X | |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 332-17 | X | X | X | |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332-18 | X | X | X | |
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-19 | X | X | X | |
| Achats | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | R. 370-4 | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | R. 332-41 | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | R. 332-33 | X | X | X | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D. 332-34 | X | X | X | |
| Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | R. 341-17 | X | X | X | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 341-20 | X | X | X | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | R. 313-6 | X | X | X | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | R. 313-8 | X | X | X | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | D. 115-17 | X | X | X | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | D. 115-18 | X | X | X | |

| | | | | | |
|---|------------------------|---|---|---|--|
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 115-19 | X | X | X | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 115-20 | X | X | X | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les détenus | D. 414-4 | X | X | X | |
| Organisation de l'assistance spirituelle | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R. 352-7 | X | X | X | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 352-8 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | R. 352-9 | X | X | X | |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 352-5 | X | X | X | |
| Visites, correspondance, téléphone | | | | | |
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 313-14 | R. 313-14 | X | X | X | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | R. 341-5 | X | X | X | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 341-3 | X | X | X | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 235-11 R. 341-13 | X | X | X | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | R. 341-15 R. 341-16 | X | X | X | |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 345-5 | X | X | X | |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée | R. 345-14 | X | X | X | |

| | | | | | |
|---|--|---|---|---|---|
| Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue | L. 6 + R. 345-14 (pour les condamnés) | X | X | X | |
| Entrée et sortie d'objets | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | R. 370-2 | X | X | X | |
| Interdire l'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues, lorsque la décision d'interdiction ne s'applique qu'à un établissement pénitentiaire ou une personne détenue, et que le directeur interrégional ne prend pas lui-même cette décision | R. 370-5 | X | X | X | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | R. 332-42 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | R. 332-43 | X | X | X | |
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 221-5 | X | X | X | |
| Activités, enseignement consultations, vote | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | R. 413-6 | X | X | X | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | R. 413-2 | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 413-4 | X | X | X | |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 411-6 | X | X | X | |
| Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R. 1 à R. 25 et R. 81 à R. 85 du code électoral. | R. 361-3 | X | X | X | X |

| Travail pénitentiaire | | | | | |
|--|------------------------|---|---|---|--|
| Autoriser les personnes détenues à travailler pour leur propre compte | L. 412-4 | X | X | X | |
| <i>Classement / affectation</i> | | | | | |
| Décider du classement ou du refus de classement au travail d'une personne détenue après avis de la commission pluridisciplinaire unique | L. 412-5 R. 412-8 | X | X | X | |
| Classer au travail une personne détenue transférée conformément à la décision de classement du chef de l'établissement pénitentiaire de départ, sauf pour un motif lié au bon ordre et à la sécurité de l'établissement. | D. 412-13 | X | X | X | |
| Décider du refus d'affectation d'une personne détenue sur un poste de travail | L. 412-6 R. 412-9 | X | X | X | |
| Suspendre l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail (tant au service général qu'en production). | L. 412-8 R. 412-15 | X | X | X | |
| Statuer sur la demande de la personne détenue souhaitant suspendre son affectation sur son poste de travail et décider, le cas échéant, d'un refus de suspension (tant au service général qu'en production). | L. 412-8 R. 412-14 | X | X | X | |
| Mettre fin à l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail en cas de cessation de l'activité de production | R. 412-17 | X | X | X | |
| <i>Contrat d'emploi pénitentiaire</i> | | | | | |
| Signer un contrat d'emploi pénitentiaire avec la personne détenue, lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire | L. 412-11 | | | | |
| Signer la convention tripartite annexée au contrat d'emploi pénitentiaire conclu entre la personne détenue et le donneur d'ordre lorsque ce dernier n'est pas l'administration pénitentiaire | | X | X | X | |
| Signer un avenant au contrat d'emploi pénitentiaire en vue de son renouvellement | R. 412-24 | X | X | X | |
| Suspendre le contrat d'emploi pénitentiaire d'une personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) | L. 412-15 R. 412-33 | X | X | X | |

| | | | | | |
|---|-------------------------------------|---|---|---|--|
| Rendre un avis , dans un délai de 5 jours, sur la suspension d'un ou plusieurs contrats d'emploi pénitentiaires pour baisse temporaire de l'activité lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activité en production) | R. 412-34 | X | X | X | |
| Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) , d'un commun accord avec la personne détenue par la signature d'un accord amiable | L. 412-16 R. 412-37 | X | X | X | |
| Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) pour inaptitude ou insuffisance professionnelle, pour un motif économique ou tenant aux besoins du service après convocation à un entretien préalable | R. 412-38 R. 412-39 R. 412-41 | X | X | X | |
| Rendre un avis sur la régularité de la procédure de résiliation de plus de 10 contrats d'emploi pénitentiaire pour motif économique lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activités en production) | R. 412-43 R. 412-45 | X | X | X | |
| <i>Interventions dans le cadre de l'activité de travail</i> | | | | | |
| Agréer les personnes extérieures chargés d'assurer l'encadrement technique de l'activité de travail (tant au service général qu'en production) | D. 412-7 | X | X | X | |
| Autoriser l'utilisation des équipements et outils mis à disposition par le donneur d'ordre pour les activités en production | R. 412-27 | X | X | X | |
| Organiser les mouvements pour assurer la présence de la personne détenue au travail ainsi que la surveillance et la sécurité sur les lieux de travail pour les activités en production | R. 412-27 | X | X | X | |
| Procéder au versement à la personne détenue des rémunérations sur la base des éléments transmis par le donneur d'ordre et de la déclaration aux organismes de sécurité sociale, pour les activités en production | R. 412-27 | X | X | X | |
| Solliciter l'intervention des services de l'inspection du travail pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués par les personnes détenues | D. 412-71 | X | X | X | |
| Adresser au service de l'inspection du travail, une réponse motivée précisant les mesures qui ont fait suite au rapport de l'inspection du travail ainsi que celles qui seront prises, accompagnées d'un calendrier de réalisation | D. 412-71 | X | X | X | |

| | | | | | |
|--|------------------------|---|---|---|--|
| <p>Obligations en matière de santé et de sécurité au travail des personnes détenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des personnes détenues conformément à l'article L. 4121-1 du code du travail ; ➤ Veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ; ➤ Evaluer les risques pour la santé et la sécurité des personnes détenues et élaborer un document unique d'évaluation des risques professionnels en application de l'article R. 4121-1 du code du travail ; ➤ Mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2 du code du travail ; ➤ Mettre en place une organisation et des moyens immobiliers et mobiliers adaptés, selon les conditions prévues dans le contrat d'implantation ; ➤ Aménager les lieux de travail de manière à ce que leur utilisation garantisse la sécurité des personnes détenues conformément à l'article L. 4221-1 du code du travail ; ➤ Maintenir l'ensemble des installations en bon état de fonctionnement | D. 412-72 | X | X | X | |
| <p>Informez le préfet de département lorsqu'une personne prévenue est affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, après autorisation du magistrat en charge du dossier</p> <p>Autoriser une personne condamnée à être affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, en informer le préfet de département et l'autorité judiciaire en charge de son suivi</p> | D. 412-73 | X | X | X | |
| <i>Contrat d'implantation</i> | | | | | |
| Signer un contrat d'implantation avec une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production | R. 412-78 | X | X | X | |
| Résilier le contrat d'implantation conclu une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production | R. 412-81 R. 412-83 | X | X | X | |
| Mettre en demeure le cocontractant dès constatation du non-respect des obligations prévues au contrat d'implantation et, en cas d'urgence, assortir la mise en demeure d'une suspension de l'exécution du contrat d'implantation | R. 412-82 | X | X | X | |
| Administratif | | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 214-25 | X | X | X | |

| Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles | | | | | |
|---|-------------------------|---|---|---|--|
| Modifier, avec l'accord préalable du JI, les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | L. 632-1 + D. 632-5 | X | X | X | |
| Modifier, avec l'autorisation préalable du JAP, les horaires d'entrée et de sortie des personnes bénéficiant d'une PS ou admises au régime du placement à l'extérieur, de la semi-liberté ou de la DDSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | L. 424-1 | X | X | X | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | L. 214-6 | X | X | X | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | L. 424-5 + D. 424-22 | X | X | X | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | D. 424-24 | X | X | X | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 424-6 | X | X | X | |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 214-21 | X | X | X | |
| Gestion des greffes | | | | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|--|
| Refus de faire droit à une demande abusive de communication/conservation de documents administratifs | R. 331-1 Circulaire JUSK 1140031C du 09/06/2011 | X | X | X | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | L. 212-7 L. 512-3 | X | X | X | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | L. 212-8 L. 512-4 | X | X | X | |
| Régie des comptes nominatifs | | | | | |
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 332-26 | X | X | X | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 332-28 | X | X | X | |
| Ressources humaines | | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 221-6 | X | X | X | |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 115-7 | X | X | X | |
| GENESIS | | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 240-5 | X | X | X | |